

Interview d'

# Angela Davis

Aux côtés de Malcom X et Martin Luther King, Angela Davis est une figure du mouvement Noir américain. Elle adhère au Parti Communiste vers 18 ans et devient membre des Black Panthers en 1967. Militante révolutionnaire, se battant pour l'égalité des noirs et des blancs mais également pour l'émancipation des travailleurs, elle comprend très vite que seule l'unité des mouvement sociaux et politiques entre blanc et noir, homme et femme permettra de combattre la classe dirigeante. C'est cette compréhension qu'elle paiera en étant condamnée à mort en 1972. C'est une mobilisation d'une ampleur internationale qui permit sa libération. Aujourd'hui, elle est toujours militante des luttes sociales et politiques aux États-Unis.

## Quel regard portes-tu sur la révolte des jeunes des banlieues populaires en France?

Elle a de grandes similitudes avec les révoltes qui se produisent dans les ghettos aux États-Unis. Les dernières émeutes importantes ont eu lieu en 1992 à Los Angeles et étaient basées sur le même sentiment de frustration chez les jeunes noirs américains. On s'aperçoit le racisme y est pour beaucoup. Aux États-Unis comme en France ces «troubles» ont les mêmes origines et nécessitent le même type de réponse même si des différences existent, du fait des histoires différentes des ghettos US et des banlieues françaises. Les jeunes exigent du changement social et la fin de la «ghettoïsation» et des discriminations envers les communautés de l'immigration post-coloniale. Aux USA,

émeutes avaient eu une issue positive avec la création du Black Panthers Party, en 1966, qui était un outil pour tous ceux qui voulaient se servir de leur frustration comme d'une arme politique.

## Tu as passé du temps en prison dans les années 70 et aujourd'hui, tu t'engages particulièrement dans la lutte contre le système de détention et la peine de mort aux USA. Quelle est ton analyse à ce sujet?

C'est le sujet de mon prochain livre, notamment à partir du Patriot Act. L'industrie d'armement et les institutions militaires sont des éléments centraux de l'économie américaine, en liaison avec les entreprises, les médias, les élus et la haute

de racisme.

La place de l'industrie carcérale devient de plus en plus importante dans l'économie mondiale. A travers elle et grâce à elle, c'est toute une idéologie qui est prise comme modèle et c'est face à cela qu'il faut construire un grand mouvement contre celui qui l'incarne : Bush. La guerre contre le terrorisme qu'il a lancé a été un tremplin pour développer cette politique et cette idéologie mais, aujourd'hui, après les révélations que Katrina a permis sur le racisme, le tout-sécuritaire et la chasse aux pauvres, cet homme est très affaibli. Nous devons continuer.

## Tu parles de l'esclavagisme comme d'une logique économique et idéologique encore dominante aux USA. Quel est ton avis au sujet de la loi du 23 février 2005 qui réhabilite, en France, le colonialisme?

Le racisme monte. Aujourd'hui, vous êtes sous Etat d'urgence et, je me souviens de ce que cela signifiait en 1961, alors que j'étais à Paris pour mes études : les Algériens étaient victimes d'un racisme qui m'avait fait penser au système ségrégationniste américain. Dire aujourd'hui que la colonisation ait pu avoir un rôle positif est abject et raciste. Malheureusement, ce que cela montre c'est que la poussée de l'extrême droite est aussi une réalité en France et pas seulement aux USA. De plus, toute la politique française semble empreinte de racisme, c'est une question qui va être importante à résoudre pour tous ceux qui veulent un changement social.

## Stanley «Tookie» Williams a été exécuté par injection lundi dernier (12/12 ndlr) en Californie. A tous ceux qui demandaient sa grâce, Schwarzenegger, gouverneur de l'Etat, a déclaré qu'il ne pouvait gracier un homme qui avait dédié ses mémoires à des gens comme Angela Davis, Georges Jackson, Malcolm X, Nelson Mandela, etc... Après une telle déclaration, l'exécution de Tookie Williams devient un véritable acte politique contre le mouvement Noir, non?

Cette exécution m'a énormément touchée. Depuis que Tookie a été condamné à mort, en 1981, une grande campagne de solidarité s'est développée aux USA. J'étais à la prison lundi et j'ai assisté à la déclaration de Schwarzenegger. C'est la première fois qu'un condamné est exécuté alors qu'une telle campagne a été menée. Nous ne pensions pas qu'ils

feraient l'injection parce que le cas de Tookie a relancé la polémique sur la peine de mort. La fin de sa déclaration disait qu'il ne pouvait gracier quelqu'un qui prônait la violence comme programme politique. La peine de mort s'est révélée comme l'outil politique violent qui sert de réponse aux problèmes de la société que soulevaient, concrètement et symboliquement, Tookie.

C'est effectivement un acte politique de la part de Schwarzenegger contre le mouvement international pour la libération noire et son histoire surtout qu'il a également cité Nelson Mandela. Schwarzenegger l'a cité comme une personne dont on ne peut parlé comme un héros alors que cet homme est un héros pour la majorité des peuples du monde entier. En citant Mumia Abu Jamal et d'autres personnes qui incarnent aujourd'hui l'insoumission, il fait un procès à toute la résistance à sa politique qui est la même que celle de Bush. C'est là qu'il montre le lien qui existe entre la peine de mort et la guerre contre le terrorisme.

## Tu te définis comme une militante féministe. Que signifie être féministe aujourd'hui et quelles sont les tâches actuelles du mouvement féministe?

Ce sujet me tient beaucoup à cœur. Mais je te préviens, ma définition du féminisme n'est pas très conventionnelle. Je vois le féminisme comme un outil, pas seulement pour aborder les questions femme mais pour aborder toutes les questions politiques sans être déterminé par les frontières idéologiques établies par le système capitaliste. Par exemple je n'ai aucune lutte ou analyse commune à développer avec Condoleezza Rice qui est pourtant une femme noire comme moi. Pour moi, il faut penser ensembles le genre, la race, la sexualité et la classe. Il ne faut pas considérer comme séparés dans les luttes, les problèmes des hommes et ceux des femmes.

Le féminisme est pour moi un outil d'analyse qui me permet, par exemple, de faire le lien entre la peine de mort aux USA et la guerre contre le terrorisme.



De considérer le rôle des femmes comme le même que celui des hommes et surtout de nous sortir des schémas du système qui nous pousse à nous identifier à une catégorie sexuelle, raciale ou autre qui ne permet pas de résoudre la contradiction dans laquelle je suis face à Condoleezza Rice. Logiquement, et c'est une bataille féroce dans le mouvement féministe, je suis contre les schémas du féminisme se réclamant de l'«universel», de la lutte dans l'intérêt de toutes les femmes. En effet, dans ces cas là, «universel» veut dire «blanche» et, cela n'est donc absolument pas universel.

Je puise cette analyse dans le mouvement féministe historique et surtout dans le marxisme. Mon objectif est de construire le socialisme et le marxisme est l'outil qui permet cela dans la vie et les luttes de tous les jours.

Aujourd'hui encore, interviewer Angela Davis est un événement pour n'importe quel militant parce que tu fais encore partie, après des années et des années, du camp de ceux qui luttent contre ce système. Quel est ton moteur?

Je ne suis pas une icône, je suis comme n'importe quel individu qui lutte mais, si une image me colle à la peau c'est celle du mouvement Noir. Si c'est ça qui fait d'une rencontre avec moi un événement alors c'est que la lutte que nous avons menée pendant des années est toujours une inspiration pour la jeunesse d'aujourd'hui et que nous n'avons rien fait en vain.

C'est cette jeunesse qui est mon vrai moteur depuis des années. Ça l'a toujours été, même lorsque j'étais jeune moi-même. Aujourd'hui, on assiste à une grande effervescence intellectuelle et politique chez une jeunesse qui réinvente des stratégies originelles et créatrices pour changer le monde, c'est ça qui me porte. Cette jeunesse veut changer le monde et le socialisme a besoin de ces luttes pour se construire. Mon objectif n'a pas changé et la jeunesse est plus révoltée et plus créative que jamais. C'est elle qui me permet de continuer à avancer.

Propos recueillis par Sarah [Saint Denis]



c'est la fin d'un système issu de l'esclavagisme qui est demandé par les jeunes des ghettos.

Ces révoltes ne sont pas isolées de la lutte globale que des millions de gens mènent tous les jours. Comme la situation économique, politique et sociale, dans les quartiers populaire est une conséquence directe des politiques du FMI ou de la Banque Mondiale, les révoltes spontanées de nos frères des quartiers sont aussi une réponse à ces politiques.

Comme les dirigeants ont une stratégie globale pour contrôler le monde, nous devons nous aussi en développer une et la révolte des ghettos doit en faire partie.

Ce que montre toutes les révoltes qui prennent la forme d'émeutes c'est la faiblesse des directions politiques. Lors des émeutes de Watts, en 1965 aux USA, c'était extrêmement clair pour n'importe quel Noir américain qui participait au mouvement des droits civiques de près ou de loin depuis plusieurs années. Ces

hiérarchie militaire. Là-dedans, les prisons sont devenues une donnée essentielle de l'économie américaine.

Aux USA, il y a 2 millions de personnes emprisonnées, c'est donc bien une politique volontariste d'enfermement qui sévit. Cela rentre dans un fonctionnement économique et politique complexe mais qui se construit depuis longtemps et qui est issu du système esclavagiste où l'on privait les gens de leur liberté pour exploiter leur force de travail. La punition et la privation de liberté sont des armes historiques aux États-Unis, tant sur le plan économique qu'idéologique. Cela permet de développer la peur, la normalisation des esprits et le racisme. Aux USA, on peut parler de «complexe industrialo-carcéral».

Au niveau international, la politique américaine est aussi largement basée sur ce concept de punition, d'écrasement: la politique de torture à Abu Ghraib ou Guantanamo est directement issue de la gestion intérieure des prisons US et de la politique intérieure des USA en matière

## Bibliographie d'Angela Davis et du mouvement noir américain

- Angela Davis, Femme, race et classe, Edition du M.L.F.
- Angela Davis, Autobiographie, Livre de Poche.
- Carles et Comolli, free jazz black power, Folio.
- George Jackson, les frères de Soledad.
- Howard Zinn, une histoire populaire des États-Unis, Agone.
- Malcom X, ultimes discours, l'esprit frappeur.
- Malcom X, autobiographie.

# ON VEUT LA JUSTICE SOCIALE

## Bilan

4 mois de mouvement lycéen  
 1 million de personnes dans la rue le 10 mars  
 55% d'électeurs contre la constitution  
 1,5 million de personnes dans la rue le 4 octobre  
 3 semaines de révolte des banlieues

# 2005



45 lycéens inculpés  
 5200 émeutiers interpellés  
 20000 expulsions de sans-papiers  
 130000 jugements d'expulsions de mal-logés  
 53 mal-logés morts à Paris

**ils répondent...**

# Racisme et Répression



**Crève Sharogne !**  
 p. 2

**Que faire sur les  
 facts en janvier ?**  
 p. 9

**Quelle stratégie  
 pour la  
 Révolution ?**  
 p. 10

**Interview  
 d'Angéla Davis**  
 p. 12



**Dossier  
 Amérique  
 Latine : un  
 continent en  
 ébullition** p. 6-7

## Procès des émeutiers : une justice de classe

Le 27 octobre 2005, Bouna et Ziad, 15 et 17 ans, poursuivis par la police, meurent électrocutés dans un transformateur EDF. Le lendemain, les propos erronés et hâtifs de Sarkozy et de Villepin, qui disculpent immédiatement la police, provoquent la colère des jeunes de Clichy sous bois et une première nuit d'émeute: affrontements avec la police, voitures brûlées... Trois semaines de révolte suivront dans toute la France.

Outre l'état d'urgence, qui fleure bon le « temps béni des colonies », la répression envers la partie la plus défavorisée de la population sera exceptionnellement dure: selon le bilan du ministère de l'intérieur au 30 novembre 2005, 4 770 interpellations ont été réalisées, donnant lieu à 4 402 gardes à vue, et à 763 peines d'emprisonnement, dont plus d'une centaine concernent des mineurs. À noter que la moitié des arrestations auront lieu après les émeutes, sur la base de signalements du genre « grand noir avec un sweat à capuche bleu ». Parmi les condamnations, 422 d'entre elles ont été prononcées, pour les majeurs, en comparution immédiate: pour de nombreux observateurs, dont le Syndicat de la Magistrature, c'est à une véritable justice d'abattage que l'on a assisté: une justice de classe, visant à intimider par des peines exemplaires ceux qui n'ont pas d'autre choix pour se faire entendre que de se révolter contre cet État. Aujourd'hui, on compte en tout plus de 5 200 arrestations et 800 peines de prisons: du jamais vu! Simple question: comment se fait-il

qu'au mois de décembre, des viticulteurs cagoulés qui ont saccagé des magasins et caillassé des CRS dans la ville d'Evreux (dont le maire est un certain Jean-Louis Debré) n'aient fait l'objet d'aucune condamnation? C'est peut-être parce que, contrairement aux « racailles », les viticulteurs, eux, disposent d'un lobby à l'assemblée, dont le président n'est autre que Debré... La justice a clairement choisi, dans le cas des émeutiers présumés, d'appliquer le « deux poids, deux mesures » envers ceux dont la colère est, de l'aveu de tous, légitime: c'est pourquoi la justice sociale que nous exigeons passe d'abord par l'amnistie de tous les émeutiers!

Ramon, [Censier]

## Les Indigènes de la République accusent...

Les émeutes de novembre 2005 ont été l'occasion pour les politiques de tout bord de relancer une fois de plus la si précieuse thématique de l'insécurité dans les banlieues, en dénonçant la violence gratuite et sans revendication de la jeunesse (immigrée, bien sûr). Suite à ces événements et à la lourde répression policière et judiciaire (couvre-feu colonial, rétablissement de fait de la double peine...) qui l'a suivi, les Indigènes de la République ont organisé le 18 décembre au Trabendo une journée de mobilisation pour donner la parole à ceux que l'on veut faire taire. Entre le rap revendicatif des groupes comme La Rumeur et le Ministère des Affaires Populaires et les interventions de membres d'associations (Bouge Qui Bouge, MIB, Survie...), cette journée a prouvé que dans ces quartiers, désertés par les partis politiques de droite comme de gauche, les habitants s'auto-organisent pour se faire entendre politiquement, pour l'égalité des chances et la justice sociale, et contre les discriminations. Un concert demandant l'amnistie de tous les émeutiers condamnés aura lieu prochainement, ainsi qu'une journée de mobilisation. À suivre...

Agathe, [Censier]

## Sharon, un « homme de paix » ?

Il semble important de revenir sur le parcours de celui qui est aujourd'hui qualifié ainsi...

Sharon s'est engagé à l'âge de 14 ans dans le mouvement Haganah, la milice juive travailliste. Lors de la guerre de 1948, date de la création de l'État d'Israël, il est à la direction d'une compagnie d'infanterie. En 1953, il fonde et commande une unité spéciale, le commando 101, spécialisée dans les actions de représailles. Le 14 octobre, il mène une opération dans le village de Qibiya en Cisjordanie, 42 maisons sont dynamitées, il y a 76 morts, la plupart sont des femmes et des enfants. Un témoin raconte: « Dans chaque maison où les soldats ont vu de la lumière ou entendu du bruit, ils ont placé des explosifs » Quelques mois plus tard il est promu lieutenant-colonel... En 1956, lors de la campagne du Sinaï, 270 prisonniers égyptiens sont massacrés sous ses ordres.

Quinze ans plus tard, alors qu'il est devenu chef du département de formation de l'armée, les troupes israéliennes détruisent plus de 2 000 maisons à Gaza, 12 000 palestiniens se retrouvent obligés de fuir pour la deuxième fois de leur vie.

En 1981, il devient ministre de la défense. Un an plus tard les troupes israéliennes envahissent le Liban, pour l'opération « Paix en Galilée », en un mois 30 000 Palestiniens et Libanais sont tués ou blessés, dont 40 % d'enfants. Entre le 16 et le 18 septembre 1982, les milices Phalangistes libanaises alliées des Israéliens, et aidées par un soutien logistique important de ceux-ci, massacrent plus de 2 500 personnes dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila... Sharon a été reconnu

responsable par la cour suprême israélienne.

Pour un grand nombre, il est l'homme de la décolonisation... Mais souvenons-nous, en 1998 c'est cet homme qui déclarait: « Tout le monde doit bouger, courir et prendre le plus possible de collines pour élargir les colonies parce que tout ce que nous prenons aujourd'hui va rester à nous, et n'ira pas pour eux... » et c'est sous lui que l'on a vu le nombre de colons augmenter de 4 000 % entre 1977 et 1999, atteignant plus de 200 000 en Cisjordanie et à Gaza... Le 28 septembre 2000, quelques mois avant de devenir 1er ministre, accompagné par plusieurs centaines de soldats, il se rend sur l'esplanade des mosquées. Provocation ultime. La deuxième Intifada débute. Plusieurs milliers de Palestiniens ont déjà trouvé la mort. En avril 2002, une centaine de Palestiniens du camp de réfugiés de Jenine sont tués, cette opération sanglante dure plusieurs jours. Sharon n'a jamais été un homme de paix. Il n'a jamais défendu un seul droit pour les Palestiniens, et il ne l'aurait jamais fait. Il a commis les pires exactions possibles et imaginables. L'évacuation de Gaza n'était pas « une avancée », elle était une étape pour le renforcement de l'État d'Israël.

Sharon lutte pour prolonger cette vie? Qu'il meure.

Pauline, [Saint-Denis]



## Interview de Roland CECCOTTI-RICCI, secrétaire général du SNPES-PJJ

Le SNPES-PJJ (Syndicat National des Personnels de l'Éducation Surveillée Protection Judiciaire de la Jeunesse) est le premier syndicat des personnes d'encadrement et de prise en charge éducatives des mineurs. Il lutte notamment contre les politiques sécuritaires et pour la défense du service public d'éducation au Ministère de la Justice. Il est particulièrement actif autour des questions qui touchent à la répression et à l'enfermement des mineurs.

### Peux-tu revenir sur les émeutes et ce qu'il s'est passé pour les mineurs arrêtés ?

Roland CECCOTTI-RICCI: A la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), nous travaillons régulièrement avec les mineurs les plus en difficulté et leur famille. Nous pouvons témoigner de la discrimination et des exclusions qu'ils subissent: de l'école (absence de réels moyens pour ceux qui décrochent), du travail et du

### Quelles sont les dispositions que prévoit ce rapport concernant l'enfermement des mineurs ?

Ce rapport est une pierre dans un édifice plus vaste. Il y a une cohérence d'ensemble entre diverses lois: Plan Borloo contre l'exclusion, loi Fillon sur l'école, projet Sarkozy sur la prévention de la délinquance (dont la dernière version vient de sortir) et loi Perben de 2002. Le projet est clair: repérage précoce de ceux qui ne sont pas dans la norme, exclusion de l'école, traitement en dehors du système scolaire et, au bout, l'enfermement des jeunes qui commettent un délit dans des centres fermés ou l'incarcération dans des prisons pour mineurs (EPM). L'objectif n'est plus d'aider à l'insertion d'un maximum d'enfants. Ce sont l'exclusion, la relégation et l'enfermement sous toutes ses formes qui sont à l'œuvre.

### Peux-tu nous donner l'état actuel des Centres Éducatifs Fermés ?

Les CEF sont des structures créées par la loi Perben de 2002 où des jeunes qui ont commis des délits sont placés. Mais, s'ils fuguent ou s'ils n'adhèrent pas au règlement intérieur, ils peuvent être envoyés en prison par le juge. C'est pour cela que nous disons que ce ne sont pas des structures « éducatives ». L'éducation, la prise de conscience, les changements ne peuvent se faire que si un minimum de liberté existe: avancées, retours en arrière, progression, rechute permettent de retravailler sur sa situation. Si le couperet de la prison est présent au détour de tous les actes, plus aucune progression raisonnée n'est possible. Les professionnels de la PJJ se battent contre ces centres fermés (dont une des conséquences aujourd'hui est la fermeture de lieux de placement réellement éducatif) et contre les prisons pour mineurs qui vont être construites en 2007.

Propos recueillis par Nina, [Nanterre]

## En attendant que la bête meure...

Depuis plusieurs jours, le Premier ministre israélien est hospitalisé suite à plusieurs hémorragies cérébrales. Il semble qu'il ait très peu de chance de s'en sortir vivant... Cet événement suscite de nombreuses réactions de la part des chefs d'États et personnalités politiques du monde entier. En voici quelques-unes...

### États-Unis

Georges Bush a déclaré: « Notre nation adresse sa plus profonde sympathie à Ariel Sharon (...) Nous prions pour son rétablissement. C'est un homme bon, c'est un homme fort, (...) Un homme qui avait une vision pour la paix, que dieu le bénisse »

### France

Jacques Chirac, quant à lui, a adressé « tous ses vœux et toutes ses pensées » et a « formé l'espoir que le Premier ministre surmontera la douloureuse épreuve qu'il traverse ». Il souhaite enfin que « se poursuivent les initiatives courageuses engagées par M. Sharon auxquelles a rendu hommage la communauté internationale tout entière ».

### Allemagne

Angela Merkel lui a souhaité un prompt rétablissement, et Jack Straw, le chef de la diplomatie Britannique a déclaré que « Son action des dernières années, œuvrant courageusement en faveur d'une solution entre Israël et les Palestiniens, lui avait valu un immense respect à travers le monde ».

### Italie

Berlusconi, lui, a fait part de ses inquiétudes: « Un avenir difficile se profile pour Israël, à un moment qui peut être qualifié d'historique, car même du côté des Palestiniens, Ariel Sharon bénéficie d'une grande estime ».

### France (bis)

Philippe Douste-Blazy, le ministre des affaires étrangères a souligné que c'était « un acteur incontournable de la paix au Proche-Orient faisant preuve d'un courage politique qui est propre et spécifique aux grands hommes d'État ».

### Et en Palestine ?

Pendant que ces crapules de la terre entière prononçaient « toutes ces belles paroles », la presse mondiale s'horifiait du fait que, chez les Palestiniens, on n'assistait pas à ce genre de réactions. On a même pu lire que « dans les camps de réfugiés, les enfants souriaient et distribuaient des bonbons ». Bon d'accord, ils vivent dans un camp depuis leur naissance, ils ne peuvent pas faire plus de 5 kilomètres sans être refoulés à un check point, leur père est en prison ou y a déjà passé 10 ans et quelques-uns de leurs amis sont morts en jetant des pierres. Mais ils pourraient quand même avoir un peu de compassion pour ce brave homme, non ?



Affiche d'Act-Up et du 9è collectif

### Feux de la Saint Sylvestre

Le nombre de voitures brûlées le 31 décembre n'a pas baissé cette année: 425 contre 340 l'année dernière... Et si l'état d'urgence n'avait servi qu'à entretenir un climat de terreur et à arrêter plus de jeunes et d'immigrés ? En tous cas, il n'a pas fait cesser la colère des jeunes de cité.

## Il n'y a pas de sexualité « normale »

Il n'y a pas d'éducation sexuelle enseignée à l'école mais la télé est là pour nous apprendre tout ce dont nous avons besoin. Nous ne sommes plus au temps de la censure totale où il était interdit de parler de sexe, les luttes politiques des femmes et des homos qui ont favorisé l'évolution des mentalités ont contraint ceux qui veulent contrôler nos sexualités à changer de stratégie.

Aujourd'hui on nous donne de la sexualité en veux-tu en voila en voulant nous faire croire que c'est cela l'émancipation. Elle est alors un élément incontournable du paysage télévisuel.

L'ado qui n'a toujours pas eu de relation sexuelle est fustigé dans « Américan Pie ». La jeune femme y est soit une "bombe sexuelle" stupide soit une "intellectuelle frustrée" mais secrètement "perverse". En effet: elle se masturbe (1er problème) avec sa flûte traversière (2ème problème)!

Le couple passera aux Z'amours pour tester la qualité de sa relation en répondant à des questions du type: « Vous diriez de votre femme que, sous la couette, elle vous fait l'effet d'un: a) excitant b) somnifère c) relaxant? ». Donc, soit c'est une " salope", soit elle est "frigide" soit elle

est "normale". Mais qu'est-ce que signifie la normalité dans la sexualité? Être hétéro, en couple à vie, faire des enfants, avoir des relations sexuelles régulièrement mais « propres » s'il vous plaît: la sodomie, le SM, la masturbation féminine sont des pratiques sexuelles taboues.

Pour mettre à l'épreuve votre vie de couple, participez à L'île de la Tentation. Alors que les « tentateurs » sont là pour tchatcher avec les conjointes, on demande aux « tentatrice » de montrer leur cul pour exciter les conjoints.

Certains y verront une libération des mœurs concernant le sexe pourtant la sexualité est toujours autant régie par des codes, des normes, des tabous, qui placent tous ceux ou celles qui ne correspondent pas sur le banc de touche.

Parce que nous refusons de nous laisser enfermer dans ces normes qui renforcent l'oppression des femmes et les discriminations contre les LGBT nous avons décidé nous aussi de parler de cul dans notre journal en y consacrant une rubrique mensuelle. Le sexe n'est pas sale, parlons en autrement!

Amélie, [Tolbiac]

## « C'est La Brigade: Formez les barricades! »

La Brigade est présente depuis de nombreuses années sur la scène Hip-hop française, et a acquis une solide réputation de groupe engagé. Leur dernier opus est bien dans cet esprit: campagne d'affichage en forme d'hommage à Malcolm X, au Che, aux Black Panthers... et attaques verbales directes contre le système.

Les titres sont déjà explicites: « Tout reste à faire », « Police », « Révolution » Les productions sont de bonne qualité, mais c'est surtout les paroles qui rendent ce disque intéressant.

Pour se faire son propre avis, rien de tel que quelques extraits:

« C'est La Brigade, formez les barricades / Ils veulent pas écouter quand le peuple parle / Il faut pas qu'ils s'étonnent de voir c'qu'on fait quand on peut plus parler /

Haïm, [Nanterre]

Trop tard la guerre est déclenchée / contre les pauvres et les étrangers / Regarde nos rues sont des tranchées (...)  
Il faut qu'ils changent tout, avant qu'on casse tout »

« Pour les frérots qui traînent tous les jours dans les halls / Pour les prolos qui saignent tous les jours dans les taules »

« P.O.L.I.C.E.: l'insécurité, moi j'dis que c'est eux »

Bref, comme ils le disent eux-mêmes: « Viens danser sur le son de la révolution ».



## System of a down: Du métal dans la gueule de Bush

Après quatre ans de patience depuis « Toxicity », les fans de System of a down (S.O.A.D.) vont pouvoir s'en mettre plein les oreilles et surtout plein le cerveau.

Le double album Mesmorize/Hypnotize est le parfait reflet d'une génération américaine révoltée par le mensonge et l'injustice. On se souvient du titre BOUM et son clip réalisé par Mickael Moore, montrant les manifestations gigantesques dans le monde entier le 15 février 2003 contre l'invasion de l'Irak.

S.O.A.D était déjà à l'avant-garde du Mouvement anti-guerre, minoritaire à l'époque aux USA. Aujourd'hui, après plus de 2000 soldats US morts en Irak, après l'ouragan Katrina sur la Louisiane, révélant le racisme et la misère une majorité d'Américain réclame le retrait des troupes.

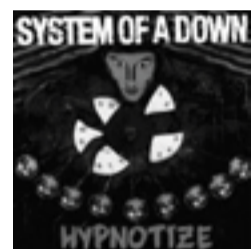
Des ambiances déjantées, des Riffs percutants à en faire trembler la maison blanche, des refrains accrocheurs qui font lever le point en scandant « Why do they always send the poor!?! » (Pourquoi envoient-ils toujours les pauvres), S.O.A.D. veut

faire bouger les chaumières américaines et crache sa réalité à une société envoûtée par les mass média.

Mais l'activisme de S.O.A.D. n'est pas uniquement dans leur texte, d'origine arménienne, ils militent pour la prévention des génocides dans le monde et pour la reconnaissance du génocide arménien. Ils ont organisé avec Tom Morello (ex-guitariste de Rage Against the Machine et actuel Audioslave) le projet « acces of justice » en opposition à la propagande de l'administration Bush sur l'axe du mal.

System of a Down montre que l'action des artistes est un atout formidable pour donner confiance à des masses révoltées qui veulent en découdre!

Rodolphe, [Jussieu]



## Téléchargement: culture réprimée

L'UMP veut interdire le peer-to-peer (l'échange de fichiers sur l'Internet). 40 % des internautes téléchargent de la musique. Cet échange gratuit dérange le gouvernement et les majors du disque. Parce que cela crée un manque à gagner? Parce que cela empêche les artistes de vivre? Non, car en fait, les études montrent que le téléchargement n'a pas accéléré la baisse du nombre d'achats de disques et de DVD... Au contraire, ce sont souvent ceux qui téléchargent le plus qui achètent.

Le problème du téléchargement est en fait idéologique: notre société est fondée sur la propriété privée. Or, un fichier musical (ou un film) peut être numérisé et copié à l'infini sans priver personne d'y accéder. Le morceau qu'on considère comme un bien de consommation (comme un objet fabriqué) peut appartenir à tous et circuler

librement. Ainsi, il est différent d'un objet qu'on ne peut pas recopier à l'infini... Cela montre la limite de la propriété.

Mais, nous dit-on, les droits d'auteurs permettent à ceux-ci de vivre. S'il y a un échange gratuit et plus de rémunération des artistes, alors plus personne ne créera d'œuvres... Pourtant, on pourrait mettre en place un système de rémunération des auteurs financé par une caisse particulière, dans laquelle cotiseraient les exploitants. Mais à l'heure où le gouvernement brise le statut des intermittents et les systèmes de prestations, il ne faut pas compter sur lui... Mieux vaut continuer à punir la jeunesse qui télécharge!

JB [Nanterre]



**Abonnez-vous!**  
**Prenez contact!**

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ..... ) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France près d'Agen)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

**Total: ..... euros**  
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander:  
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100

Nom .....  
Prénom .....  
.....  
Adresse .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Téléphone .....

JCR: jcr@jcr-red.org  
Rédaction: red@jcr-red.org  
www.jcr-red.org  
01 48 70 42 30

## Qui sommes-nous?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Quelle stratégie pour la révolution ?

### L'ennemi, c'est le système capitaliste

**A**ujourd'hui c'est une infime minorité qui détient le pouvoir en exploitant les populations du monde entier. Ce sont ceux qui détiennent les entreprises qui mènent les guerres, pillent les pays pauvres et font des lois contre les travailleurs et la jeunesse.

Pourtant le capitalisme n'a pas toujours existé. Il existe des aspirations à plus de justice, plus d'égalité. C'est pourquoi nous voulons changer les rapports sociaux, opposer aux notions de propriété privée et de marché celles de biens communs, celles de services publics, d'autogestion.

De fait, le système qui nous opprime nous donne les armes pour le renverser. Marx met en évidence une contradiction

du capitalisme : la classe ouvrière est de plus en plus nombreuse et concentrée, donc apte à s'organiser pour renverser l'État. Mais elle subit toujours une aliénation importante au quotidien. Il lui est donc difficile de surmonter sa position de domination.

des luttes. Le mouvement de 1995, le mouvement altermondialiste, les crises en Amérique Latine ouvrent un cycle de mobilisations. Le paradoxe est que cette remontée des luttes ne signifie pas la fin des défaites et de l'accoutumance aux reculs, au climat sécuritaire.

Même ceux qui contestent l'ordre mondial peuvent intérioriser cette idée d'un horizon indépassable du capitalisme ou d'un dépassement des idées marxistes. On a vu se développer dans le mouvement altermondialiste de nouvelles thèses pour changer le monde. Le slogan « Un autre monde est possible » est devenu « D'autres mondes sont possibles. » Pour certains, il ne s'agit pas de proposer un nouveau modèle de société, mais plutôt de développer des contre-pouvoirs, sans s'attaquer au pouvoir central. Pour eux la lutte des classes n'est plus un élément décisif pour arriver à la victoire.

Nous pensons au contraire, que toutes les luttes (grèves ouvrières, écologie, féminisme, anti-racisme, anti-homophobie...) doivent converger, contre ceux qui profitent de l'oppression. Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces dominations ne disparaîtront pas tant que nous vivons dans un système capitaliste, fondé sur les inégalités et l'exploitation. Il faut donc mener toutes ces luttes, tout en ayant une perspective de transformation d'ensemble. Et ce sont avant tout ceux qui produisent les richesses qui peuvent renverser le système, car s'ils arrêtent de travailler, ou travaillent pour eux-mêmes et non pour un patron, alors ils enlèvent leur arme principale aux bourgeois : leurs richesses.

Et si les tentatives de prise du pouvoir au XX<sup>e</sup> siècle ont abouti à des échecs, le fait de ne pas le prendre en amène aussi (comme dans le Chili d'Allende) ! Il existe toujours un enjeu majeur à le prendre, comme le prouvent les tentatives de coups d'État au Venezuela, car ceux qui perdent leur mainmise sur les richesses s'organisent pour les reprendre.

Si l'on renonce à renverser l'État, qu'on essaye de le transformer sans le remettre en cause, si l'on délègue son pouvoir à quelques-uns, alors ceux qui ont temporairement perdu leur pouvoir essayeront de revenir, et ils sont suffisamment forts pour le faire.

### Profiter des crises pour la prise du pouvoir par la majorité

Pour que la majorité prenne le pouvoir, il n'y a pas de modèle strict mais certaines conditions sont indispensables. Les travailleurs doivent avoir un niveau de conscience suffisant, et doivent continuer à produire des richesses, pour ne pas tomber dans la pénurie. Ce sont donc les travailleurs, en produisant dans l'intérêt de tous, qui peuvent changer la société.

Plusieurs stratégies existent et ont vu le jour à différentes périodes de l'histoire. En Amérique Latine, on a assisté à des guérillas, notamment inspirées par Che Guevara, mais aussi par Mao. Cette stratégie consiste à conquérir ou reconquérir un État, territoires par territoires. Elle a été victorieuse au Vietnam, mais souvent défaite car ne permettant pas d'englober les masses. La minorité armée risque toujours de se substituer à la population.

De même les courants anarchistes, qui comptent uniquement sur la spontanéité

des masses, ne peuvent amener à la victoire, car ils mettent de côté la nécessaire préparation au changement de société. La plupart d'entre eux se contente de lancer des mots d'ordre de grève générale ou de révolution quelle que soit la situation, même quand la majorité de la population n'est pas prête à les suivre.

Il est d'autant plus nécessaire d'impliquer l'ensemble des opprimés dans les mouvements que c'est dans les luttes qu'on apprend le plus. C'est la meilleure formation politique qu'on puisse imaginer, car on est pleinement acteur de ce qui se passe. On a pu le voir, par exemple, dans le mouvement lycéen où les revendications initiales ont nettement évolué, vers un réel affrontement avec le gouvernement. Cela n'a pu être possible que parce que des jeunes prenaient des responsabilités, s'organisaient...

C'est le mouvement qui crée l'unité des opprimés autour de questions d'actualité, en réponse aux préoccupations concrètes de la population. Nous cherchons donc à agir sur une question précise avec tous ceux qui le veulent, sans sectarisme, même vis-à-vis d'organisations avec lesquelles nous avons d'énormes désaccords par ailleurs.

Dans tout mouvement, on crée des formes d'auto-organisation, et donc une autre légitimité que celle du pouvoir en place. Ce qui dans une période révolutionnaire, donne une dualité entre le pouvoir des masses organisées démocratiquement à la base et le vieil appareil d'État encore en place, mais amené à disparaître.

Nous devons donc transmettre les leçons des expériences passées, dans ce qu'elles ont de plus novateur et spontanée (la Commune, les soviets...) sans modèle clé et sans pour autant rester tournés vers le passé.

### Rôle d'une organisation révolutionnaire

Dans un mouvement, le parti est donc important pour transmettre la mémoire des luttes, il prend des initiatives pour accélérer les événements, mais il est aussi l'organisateur de la retraite lors des défaites pour éviter la débâcle et maintenir l'organisation.

Lors du soulèvement de Petrograd en juillet 1917, les révolutionnaires participent sans la conviction que ce soulèvement est opportun. Et le parti, en liaison avec les expériences des mouvements de masse, tisse la continuité entre avancées et reculs des luttes et articule le mouvement avec son but final qu'est la prise du pouvoir.



Un militant révolutionnaire a plusieurs tâches. Tout d'abord, il doit être la « mémoire des luttes », c'est-à-dire être en capacité de transmettre autour de lui les expériences du passé afin d'en tirer les leçons et d'en bénéficier. Il doit aussi convaincre les autres de s'organiser pour lutter. Ce n'est pas pour autant un donneur de leçons qui croit détenir la vérité absolue. Il doit être en capacité d'apprendre des autres ainsi que des nouvelles expériences. La priorité pour nous doit être de construire toutes les luttes, quelles qu'elles soient, afin d'arriver à un mouvement général, porteur d'une réelle alternative de société.

### Une stratégie plus d'actualité que jamais !

Aujourd'hui, il existe un développement de la crise et de la contestation, bien qu'elle se fasse au prix de l'augmentation de l'exclusion, de la précarité, de la pauvreté. Cependant, notre classe sociale est porteuse de projets de société différents, la culture de la résistance, de la subversion s'est estompée. La déconcentration de l'industrie crée des difficultés à former une organisation.

Aussi, le niveau de conscience est moins élevé, alors que les partis ouvriers (PS, PC) dérivent vers la droite. Mais, si la mémoire révolutionnaire est portée par des petites forces en Europe et en Amérique Latine, c'est bien qu'il existe encore des perspectives pour une stratégie révolutionnaire !

Ainsi, c'est dans l'ensemble des mouvements qui existent, que ce soit en France contre le gouvernement ou en Amérique Latine, que nous devons agir, en défendant la perspective de la révolution, de la prise du pouvoir par les travailleurs, de la résistance aux attaques de l'impérialisme et de l'unité des travailleurs et de la jeunesse contre le système qui nous opprime tous !

JB, [Nanterre] et Pauline, [St Denis]



### Les contradictions sont dans le système lui-même

Le capitalisme crée à la fois la routine, dans laquelle chacun vit et d'où il est difficile de sortir, mais aussi des crises économiques. Il arrive souvent que les capitalistes préfèrent détruire les marchandises qu'ils n'arrivent pas à vendre, plutôt que les donner à ceux qui en ont besoin. Mais il n'est pas automatique que la crise économique devienne une crise politique : ça dépend du niveau de conscience des opprimés.

Lénine définit ainsi une crise révolutionnaire : « *Ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant, ceux d'en bas ne supportent plus, et ceux du milieu basculent du côté de la contestation de l'ordre établi.* »

Il faut donc pousser au fur et à mesure pour radicaliser les mots d'ordres. C'est le principe des revendications transitoires : des revendications qui ne sont pas révolutionnaires en soi, mais qui remettent en cause les bases du système. Tout dépend de la période, du niveau de conscience acquis selon les luttes. Par exemple, la Révolution russe s'est faite sur les mots d'ordre de : la paix, du pain, la terre aux paysans, qui ne sont pas révolutionnaires en soi.

Pour certains, depuis les années 1980-1990, c'est « la fin de l'histoire », il n'y a plus de classe ouvrière et de mouvement révolutionnaire. Certes il faut prendre en compte les changements qui ont eu lieu dans le capitalisme tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, depuis Marx et Lénine, mais ils sont aussi et surtout fonction du rapport de force. Les défaites ouvrières depuis les années 1980 en sont des éléments majeurs.

Cependant il existe aussi une remontée

### Stage de formation national des JCR : un bon bilan.

Du 17 au 20 décembre dernier s'est tenu à Paris un stage de formation des JCR et des jeunes de la LCR, ouvert à tous les jeunes membres ou proches de nos organisations. Pendant quatre jours, nous avons pu discuter avec des jeunes venus de plusieurs villes de France. Le principe d'un stage de formation est d'aborder divers thèmes, historiques ou théoriques, dont on ne peut pas parler ou qu'on ne peut pas approfondir le reste de l'année.

Il ne s'agit pas d'apprendre des leçons ou un « catéchisme révolutionnaire », mais au contraire d'échanger nos connaissances, nos expériences, nos lectures, etc. Cela veut dire aussi mieux connaître l'histoire du mouvement révolutionnaire et du courant politique auquel nous appartenons, car c'est des expériences de luttes anciennes qu'on tire des leçons pour nos combats actuels ou futurs.

Aussi, les sujets du stage ont-ils été très divers : l'histoire de la Révolution Russe, l'oppression des femmes et la sexualité, l'économie marxiste, la situation au Venezuela, l'impérialisme, la stratégie pour prendre le pouvoir, le front unique ouvrier et enfin l'histoire de notre courant politique. Les introductions ont été faites par des jeunes militants ou par des militants de la LCR plus âgés. Chaque soir, nous avons aussi organisé des diffusions de films (Mourir à 30 ans, sur l'histoire de la LCR, Cher camarade, sur l'histoire des luttes dans une usine de Gennevilliers, un documentaire sur le Venezuela).

S'il reste possible d'améliorer encore la formule des stages (certains topos étaient un peu difficiles à comprendre, faisaient référence à des exemples que tout le monde ne connaît pas), il n'en reste pas moins que tout le monde a pu noter la qualité de chaque introduction. De plus, le cadre, entre jeunes, permet que tout le monde intervienne et pose des questions sans pression et sans se sentir inférieur aux autres.

L'ambiance était vraiment bonne et nous a permis à tous de bien commencer les vacances. Alors vivement le prochain stage !

Donut, [Nanterre]



Il y a 10 ans

## Novembre-décembre 95, début d'un nouveau cycle de résistance

Les grèves de novembre-décembre 95 ont 10 ans. Depuis, elles continuent de marquer les luttes et les esprits. Elles ont ouvert un nouveau cycle de résistance à la remise en cause des acquis des salariés, que veulent nous imposer les gouvernements successifs.

C'est le Plan Juppé, quelques mois après l'élection de Chirac, qui a tout déclenché. Soutenu par les patrons, il veut augmenter le nombre d'annuités de cotisation pour la retraite (passer de 37,5 à 40 ans) dans le public, ce que Balladur a déjà fait passer pour le privé, en 93. Il remettait également en cause la gestion paritaire du système de sécuritaire social et créait un nouvel impôt, la CSG, pour combler le fameux « trou de la sécu ». Tout cela, alors que la privatisation de la SNCF et celle de France Telecom étaient annoncées, et qu'un mouvement sur les facs avait commencé contre ce qui deviendra le LMD.

Il y a d'abord une mobilisation étudiante, puis les cheminots partent en grève, entraînant avec eux les postiers, les salariés d'EDF-GDF, les télécoms, les métros et bus parisiens et un nombre croissant d'enseignants. Le mouvement ne devient pas une grève générale, car le privé n'est présent qu'en délégations. Néanmoins, il paralyse la vie économique du pays et le gouvernement est obligé de faire des concessions. Ce qui est fondamental dans le mouvement de novembre-décembre 95, c'est le développement, en de nombreux endroits (à Rouen notamment), d'Assemblée Générales qui décident des suites du mouvement. Les directions syndicales, FO et la CGT (la CFDT soutient dès le début le gouvernement) n'appellent qu'à des journées d'action ponctuelles, n'encouragent pas la généralisation de la grève, voire finissent par freiner le mouvement. Du coup, les salariés s'organisent eux-mêmes,

de façon démocratique, maîtrisent leur mouvement. Ils prennent confiance dans leurs propres forces, se rendant compte qu'ils peuvent gagner contre le gouvernement. Leur rapport aux autres salariés change; des liens profonds se créent

Des Assemblées Générales de secteur élaient des représentants pour les AG interprofessionnelles; un comité de liaison interprofessionnel coordon-



nait les actions proposées par les AGs. À Rouen, lorsque « l'interpro » appelait à une manif: 45000 personnes défilaient; quand l'intersyndicale proposait un rassemblement: 3000 personnes se retrouvaient. Pourtant, le fait que les directions syndicales n'appellent pas à la grève générale a plombé le mouvement.

Depuis, de nombreuses grèves tendent à dépasser les directions syndicales qui cherchent toujours à contrôler les mouvements. Mai-juin 2003 contre la réforme de Fillon sur les retraites, représentait pour beaucoup la suite de 95. À nous de faire en sorte que la prochaine fois, elles y soient obligées. Quoi qu'il arrive, cela dépend de nous: les salariés et les jeunes qui sommes tous concernés par les attaques ultra-libérales et ultra-repressives de ce gouvernement qui veut nous rendre encore plus corvéables, dociles, flexibles que nous ne le sommes déjà. Ne les laissons pas faire!!!

Fanny, [Sorbonne]

## Sans-papiers à Orléans

### La lutte continue!

Hadiyeh et sa famille sont arrivés en France il y a 5 ans, ils fuyaient le régime d'Iran qui les persécutait (accidents de la route organisés par la police, pressions policières, ...). Élève en première au lycée Jean Zay d'Orléans, Hadiyeh a obtenu une carte de séjour « vie privée et familiale » après avoir déposé plusieurs demandes. Peu de temps après ses parents ont reçu un Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière (APRF). À ce moment, un comité de soutien s'est créé au sein du lycée autour d'Hadiyeh et de ses parents, comprenant des profs et parents (FCPE) et beaucoup d'élèves. La pétition exigeant l'annulation de l'APRF a recueilli plus de 1200 signatures en 2 jours. Un rassemble-

ment rassemblant plus de 500 personnes a également eu lieu devant la préfecture. Le lendemain de nombreux élèves étaient au tribunal administratif (TA) pour soutenir la demande d'annulation d'APRF des parents. Et chose relativement rare, l'APRF a été annulé. La mobilisation a été si importante que le préfet a demandé lui-même qu'il n'y ait pas d'autres manifestations afin de « ne pas influencer la justice ». Aujourd'hui les parents d'Hadiyeh ne peuvent être expulsés avant le 30 juin.

Cette mobilisation prouve s'il le faut qu'un nombre croissant de personnes s'opposent concrètement à la politique raciste de Sarkozy et qu'il est possible de créer un rapport de force face à ceux qui veulent stigmatiser les sans-papier, qui veulent utiliser le racisme pour nous diviser. Pendant ce temps-là les patrons licencient, les flics répriment, le gouvernement privatise... Soutenir les sans-papier, ce n'est pas faire de l'humanitaire, c'est affirmer notre solidarité aux victimes d'un système que nous subissons également.

Tom et Charlie, [Orléans]



Chirac a beau nous le promettre, l'année 2006 ne s'annonce pas plus belle que la précédente... surtout s'il tient ses promesses.

Et 2005 avait déjà été un bon cru.

Du côté du gouvernement: Loi Fillon et répression contre les lycéens et les mouvements sociaux, ordonnances de l'été (Contrat Nouvelle Embauche,...), privatisation d'EDF, état d'urgence et couvre-feux, propagande raciste et colonialiste... Avec une logique d'ensemble: casser tous nos acquis sociaux et démocratiques, à coup de matraque.

Mais aussi du côté des travailleurs et des jeunes: mouvement lycéen long, massif et radical, victoire écrasante du Non à la Constitution, après une campagne unitaire historique, grèves ouvrières exemplaires (SNCF, RTM, RER D), grève et manifestation de plus d'un million de personnes le 4 Octobre, révolte des banlieues... Là aussi, avec une logique d'ensemble: malgré les coups durs, se battre pied à pied, « par tous les moyens nécessaires » (referendum, manif, grèves, occupation de lycées, voitures brûlées, détournement de bateaux...).

Mais ce que l'on doit surtout retenir de cette année 2005, c'est qu'on peut faire trembler le gouvernement. Comme le 29 Mai dernier, et comme l'ont fait chacun leur tour, les lycéens, les travailleurs, et les jeunes des quartiers.

Pour l'année 2006, le gouvernement veut continuer sur la même lancée. À nous d'en faire autant, mais c'est tous ensemble qu'il faudra y aller. Chacun avec nos armes, et sur nos revendications, mais en même temps, contre l'ennemi commun qu'est le gouvernement Sarkozy-Villepin.

Prenons exemple sur les Latinos, qui embrasent leur continent, pays après pays (Cf. notre dossier Amérique Latine). Faisons comme les Boliviens, qui ont viré trois présidents en deux ans, et comme les Argentins, qui en ont fait autant au cri de « Que se vayan todos! » (« Qu'ils s'en aillent tous! »).

Nous devons virer ce gouvernement sans attendre 2007, dès maintenant, ou alors c'est l'intégralité de nos droits qui y passeront. Et comme ils résistent au vote et aux grèves sectorielles, nous n'avons pas non plus le choix sur les moyens: il faut construire un véritable mouvement d'ensemble, une grève générale!

PS: l'année 2006 commence sur une note plutôt joyeuse: le boucher Sharon est sur le point de passer l'arme à gauche, ...enfin à droite, ou plutôt à l'extrême droite... Bref: il est sur le point de crever! Enfin un vœux réalisé!

## Frais d'inscription illégaux:

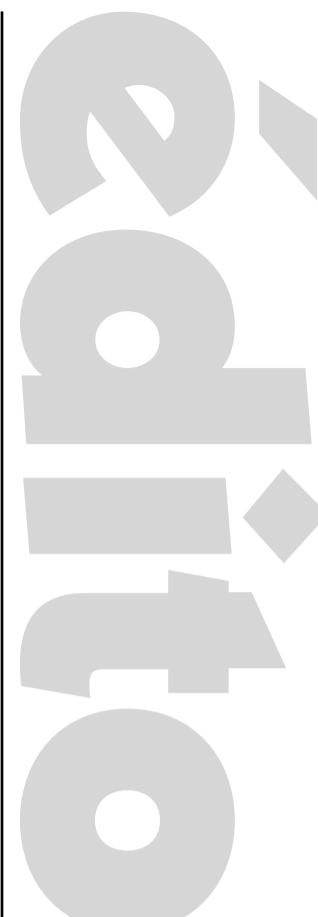
### Une première victoire à l'université Grenoble 2

Suite à un recours de l'UNEF, le tribunal administratif de Grenoble a annulé, vendredi 16 décembre, la décision du conseil d'administration de l'université Grenoble-II qui augmentait le tarif des frais pédagogiques pour l'année 2005-2006 jusqu'à 1200 euros s'ajoutant aux droits d'inscription nationaux. Cette décision est une première victoire car elle devrait permettre aux étudiants ayant payé ces frais pédagogiques d'être remboursés. Elle fait suite à une mobilisation étudiante de plusieurs mois: manifestations, blocages, occupations...

Néanmoins, il convient de rester vigilant pour que les remboursements soient effectifs. De plus, le tribunal ne condamnant évidemment pas le désengagement financier de l'état (on pouvait s'y attendre!), ni même le principe de services payants s'ajoutant aux droits d'inscription nationaux (mais seulement les modalités de leur mise en place) cette décision ne

règle évidemment pas le problème fondamental du manque de moyens. Celui-ci est à l'origine du racket des étudiants par des « frais illégaux » supplémentaires aux droits d'inscription en vigueur dans plus de la moitié des universités françaises. Contre la pénurie budgétaire, nous devons refuser les fausses solutions telles que l'appel à des fonds privés ou l'augmentation des frais d'inscription même s'ils sont « progressifs » (c'est-à-dire variables selon la situation de l'étudiant) et rester mobilisés pour exiger un véritable réengagement global et durable de l'état dans l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, assumer une crise qui passerait par le vote d'un budget négatif, la fermeture temporaire de locaux de l'université ou l'exigence de la démission du président de l'université pourrait être un point d'appui.

Clément, [LCR Grenoble]



## Lycéens: la répression continue...

Suite au mouvement contre la loi Fillon, plusieurs procès ont déjà eu lieu en France. Mais ce n'est pas fini, le pire est encore à venir.

Le 13 janvier à 13 heures au TGI de Paris, aura lieu le verdict du procès en appel de Samuel. Le procureur a requis la même peine qu'en première instance: 5 mois avec sursis.

Le 17 février à 13 heures toujours à Paris, Antoine qui avait écopé de 3 mois avec sursis passera lui aussi en appel. D'autres procès vont encore arriver, certains lycéens risquent de la prison ferme!

Si nous voulons gagner pour l'amnistie et l'abandon des poursuites, la mobilisation doit être au rendez-vous!!

## Sommaire

### Monde

Conférence internationale anti-guerre	4
Palestine: choisissons notre camp	
Torture: La CIA coupable	
Liberia: un espoir hypothéqué	5
Forum Social Mondial à Bamako	
Chine: Stalinisme de marché	

### Dossier « Amérique Latine »

Bolivie: une nouvelle donne	
Brazil: rompre avec le libéralisme?	
Argentine: les usines autogérées	
Colombie: la lutte des FARC	
Venezuela: l'heure des choix	
Mexique-Chiapas: contre-pouvoir?	

### Hexagone

Fumel: une usine autogérée	8
Deux mois d'état d'urgence	
UMP: homophobie et racisme	
Préparer la riposte dans les facs	9
Censier: fac à vendre	
PPR: la recherche en danger	
Postes aux concours	

### Formation

Quelle stratégie pour la révolution?	10
--------------------------------------	----

### Kultur

Il n'y a pas de sexualité « normale »	11
La brigade	
System of a down	
Téléchargement	
Tchousky	

Conférence Internationale contre la Guerre :

## Quand le Rassemblement fait la force du Mouvement

La situation en Irak n'a jamais été aussi instable. Jamais les forces d'occupations ont été aussi illégitimes. Le nombre de victimes ne cesse d'augmenter, que ce soit du côté américain (où la barre va bientôt dépasser celle des 3000 morts) ou du côté irakien. Dernièrement, 130 civils irakiens assistant à des funérailles ont trouvé la mort suite à un attentat suicide. La semaine dernière, le gouvernement irakien a décidé d'augmenter le prix du pétrole ce qui provoqua des grandes manifestations où le mot d'ordre fut de réclamer la démission du Ministre du Pétrole.

### Une conférence internationale dynamique

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la conférence internationale contre la Guerre à Londres le samedi 10 décembre. Ce fut un immense succès. 1400 personnes y étaient rassemblées. Une importante délégation des États-Unis était présente. Plus de 14 pays étaient représentés tels que l'Irak, l'Iran, le Pakistan, l'Inde, les Philippines, le Canada, la Pologne, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la France et beaucoup d'autres pays européens, pour partager leurs expériences et construire un plan d'action commun pour l'avenir.

Diversité et détermination sont les deux



mots qui permettent de qualifier le contenu de cette rencontre. Cette conférence a permis de refléter et de développer la richesse et la force du mouvement à l'échelle internationale. Cela s'est fait à travers le nombre de nationalités présentes, de générations représentées (nombre de jeunes britanniques côtoyaient de vieux militants contre la guerre du Vietnam), de courants politiques et associatifs participants (pacifistes, socialistes révolutionnaires, militants anti-nucléaires, communistes, militants de la nouvelle gauche britannique RESPECT, syndicalistes, travaillistes en rupture avec Tony Blair) et de communautés religieuses impliquées (bouddhistes, musulmans, juifs et chrétiens).

Les participants ont, souvent pour la première fois, pu écouter des Irakiens et des

Américains qui se battent contre l'occupation de l'Irak. Nous avons pu entendre des représentants des différentes franges de la résistance irakienne (syndicats, coalitions, organisation de femmes, intellectuels...) et américaine (notamment Cindy Sheehan, mère d'un soldat tué en Irak et des représentantes des coalitions anti-guerre, pacifistes et de vétérans.

### De nouvelles échéances pour le mouvement anti-guerre international

Un pas en avant sans précédent a été franchi pour le mouvement anti-guerre: toutes les voix de ce mouvement se sont unies pour construire un pôle internatio-

nal visible et offensif pour tous ceux qui veulent mettre fin à la guerre sans limite.

Aujourd'hui, ce mouvement a un agenda et des revendications communes et peut lancer des campagnes politiques internationales tant pour dénoncer les exactions et les mensonges de Bush, Blair et Cie que pour construire les prochaines mobilisations internationales. Un rapport y fut également adopté stipulant que l'une des prochaines échéances du mouvement anti-guerre est le 18 mars à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion de l'Irak, pour appeler au retrait immédiat des troupes et à la fin de l'occupation.

### En France : préparer la mobilisation

En France, alors que nous étions 100000 devant l'ambassade des États-Unis le soir des premiers bombardements et 500000 le 15 février 2003, nous avons un nouveau défi: faire que le 18 mars soit la prochaine grande date du mouvement anti-guerre.

Rola |Jussieu|

### États-Unis: Germinal 2005

12 morts et un blessé grave. C'est la conséquence d'une explosion dans une mine en Virginie occidentale le mercredi 4 janvier. Comble de l'horreur, trois heures avant l'annonce de la mort des mineurs, « une erreur de communication » avait fait croire aux familles que leurs proches étaient sains et saufs, tous les grands journaux américains le titraient! Le patron de la mine, le gouverneur et la Maison Blanche peuvent « pleurer » et « prier », il n'en reste pas moins qu'il y a eu 208 violations de sécurité dans la mine! Il ne s'agit donc pas d'un accident: c'est bien la recherche du profit au détriment des règles de sécurité qui a tué les mineurs de Tallmansville.

### États-Unis: 5 ans de prison pour avoir touché à Jésus?

4 adolescents âgés de 15 à 19 ans ont volé des statues de l'enfant Jésus dans des crèches au New Jersey. Ils sont accusés de « vol, destruction d'objets vénérés (sic) et complot ». Ils risquent jusqu'à 5 ans de prison! Ce n'est pas le patron de la mine, responsable de 12 décès, qui risquerait autant!

### Les vœux de Bush pour 2006

Le président Américain souhaite « la paix dans le monde » et une économie forte pour 2006. Coté paix, il souhaite néanmoins « extirper les insurgés des villes irakiennes » et continué à « assumer ses responsabilités au niveau international ». Coté économie, on est déjà plus convaincu: Bush a félicité les élus pour la réduction des dépenses dans les programmes sociaux de près de 40 milliards de dollars. « Nous avons une économie très forte et nous nous employons à maintenir cette économie aussi forte que nous le pourrions afin que quiconque recherche un emploi en trouve un » Dans l'armée?

### Tsunami: 1 an après

Le 26 décembre 2004, l'Asie du Sud et du Sud-est et la côte Est de l'Afrique étaient touchés par un séisme sous marin de magnitude 9 sur l'échelle de Richter.

Les dégâts humains et matériels furent énormes (920 000 victimes au total). Si la catastrophe naturelle n'a pas pu être évitée, les conséquences auraient pu être moindres: pour un même événement dans un pays riche le nombre de victimes est divisé par plusieurs milliers.

Aujourd'hui (un an après) la situation est peu réjouissante! Deux responsables des Nations Unies (Miloon Kothari, Walter Kälin) font état de conditions de logement précaires sans accès à l'eau, à l'hygiène ou aux soins.

Certaines zones touchées vivaient notamment d'activités touristiques, celles-ci ont du mal à reprendre: la destruction des hôtels en est une cause, mais ces lieux touristiques ne représentent plus le paradis des vacanciers.

Nous ne voulons plus simplement de la compassion; nous demandons la reconstruction sans logique de profits de la part des pays riches et l'annulation de la dette. Les régions touchées mettront longtemps à se remettre de la catastrophe!

Morgane |JCR Montreuil|

### Palestine: Choisissons notre camp!

Le nombre de morts depuis le début de la première Intifada a atteint 4000 personnes en ce début d'année 2006. Et ce n'est pas le seul bilan catastrophique. Plus de 6 millions de Palestiniens sont toujours réfugiés à l'étranger, et de la Palestine historique il ne restera bientôt plus que 10% de terres palestiniennes. L'évacuation des 8000 colons de Gaza avait pour objectif de faire de Jérusalem la capitale d'Israël, et d'Israël seulement.

Les habitants de Gaza sont affamés et sans emploi, le désespoir prend peu à peu la place de la joie des premiers jours. Quant à la Cisjordanie, elle prend la forme d'un groupement d'îlots isolés les uns des autres et dont les Israéliens pourront rompre les liaisons à n'importe quel moment. D'ici quelques mois, plus de 50% de la Cisjordanie sera réservée aux colons israéliens. Depuis 1993, au moment de la signature des accords d'Oslo, la situation du peuple palestinien n'a cessé de se dégrader

### Des élections dans un climat plus que chaud...

Les législatives auront normalement lieu le 25 janvier. Lors des précédentes élections en fin d'année 2005, le Hamas a largement dominé le Fatah (l'ex parti d'Arafat, à la tête de l'autorité palestinienne). À Naplouse, il a ainsi remporté 13 sièges sur 15... Le conseil législatif risque donc fortement de changer d'allure... Si les élections se tiennent vraiment! Car la démocratie c'est marrant 5 minutes, mais quand le peuple se met à voter pour ceux qui résistent encore, de quelle manière que ce soit, les partisans de la « négociation pour une paix juste, reconnaissant les droits des deux parties » n'approuvent plus vraiment!

Les États-Unis ont froidement annoncé qu'en cas de victoire d'une organisation

terroriste (comme le Hamas), le soutien financier à l'autorité palestinienne risquait d'être fortement remis en cause. Cette menace est accompagnée d'une très forte répression sur le terrain. Plusieurs centaines de militants ont été mis derrière les barreaux ces dernières semaines par l'armée israélienne.

### Résistance!

Il ne s'agit pas de dire que le Hamas est une organisation que nous approuvons à 100% et qui défend la même idéologie que la nôtre. Mais force est de constater que si aujourd'hui leur popularité est si importante auprès du peuple palestinien ce n'est pas sans raison. Le Hamas a toujours refusé les accords d'Oslo et il est toujours resté présent sur le terrain, dans les camps de réfugiés, apportant une aide au niveau financier, pour les soins, pour l'éducation... Le peuple palestinien veut résister à l'occupation, veut défendre ses droits, il ne veut plus des collaborateurs du Fatah, qui négocient dans son dos des accords s'éloignant de plus en plus de leurs aspirations.

Être solidaire du peuple palestinien signifie le soutenir quels que soient ses choix.

Nous ne sommes pas à leur place, nous ne pouvons juger de ce qu'ils doivent faire aujourd'hui!

Mais le combat nous devons le mener ici! Dans nos lycées, nos facs, au taf... La lutte pour le rétablissement des droits de ce peuple et le droit à s'autodéterminer est loin d'être terminée!

Pauline, |Saint-Denis|

### Torture: la CIA coupable

L'Union Européenne se réveille et s'insurge contre des pratiques d'enlèvements et de torture sur son sol par la CIA. Pourtant ces exactions ont lieu depuis des années et l'Europe le sait. Un ancien membre de la CIA affirme même que ces procédés ont permis de donner des informations concernant le terrorisme « à l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Angleterre. »

Malgré les lois d'exception votées, notamment après le 11 septembre, la torture est tout de même interdite sur les sols Américain et Européen, ou seulement tolérée de manière exceptionnelle et implicite. L'astuce de la CIA est donc simple: arrêter secrètement des suspects sur le territoire d'un pays et les emmener dans un pays où les lois concernant la torture sont plus « souples. » Ce sont principalement l'Égypte et la Syrie qui prêtent leurs services, mais il y a aussi les bases américaines à Guantanamo ou dans les pays occupés, en Irak, en Afghanistan. De plus, la Pologne et la Roumanie sont soupçonnées d'abriter des centres de rétention de la CIA. Il y a

actuellement 80000 « présumés terroristes » détenus par les États-Unis dans le monde! Les arrestations arbitraires, les séquestrations illégales, la torture... Tout cela dure depuis le 11 septembre 2001. Mais même avant, en 1995, Clinton avait donné ordre à la CIA de détruire Al-Qaeda par tous les moyens, mais sans agir sur le territoire national.

Alors pourquoi l'Europe s'indigne-t-elle maintenant? Non parce que ça commence à faire beaucoup, mais peut-être parce que ça commence à se voir! La multiplication des « livraisons erronées », selon la cynique expression de la CIA, les révélations de tortures, d'homicides pendant les interrogatoires... Tout cela alors que des plaintes sont déposées, notamment en Italie où un juge a lancé un mandat d'arrêt contre 22 agents de la CIA. Mais on peut faire confiance aux enquêtes demandées par le Parlement Européen pour conclure que, finalement, tout cela n'est pas si grave.

De toutes manières, aux États-Unis, on commence à prévoir d'éventuels problèmes.

Le sénateur républicain John Mac Cain, qui se verrait bien à la Maison Blanche en 2008, a déposé un amendement visant à interdire la torture. Suite aux bagarres de Cheney et Rumsfeld, il se pourrait que cette proposition soit améliorée de manière à permettre aussi de « protéger les interrogateurs qui vont trop loin », c'est-à-dire à trouver un moyen de protection des agents de la CIA, quelles que soient les exactions qu'ils auraient commises.

JB, |Nanterre|



# Dès maintenant préparons la riposte sur les universités

**P**endant les fêtes le gouvernement n'a pas fait de pause. Il a poursuivi la casse de nos droits, la dégradation de nos conditions de vie, de travail et d'études.

## Deux réformes pour un même projet

L'attaque principale contre l'enseignement supérieur reste la réforme LMD et le pacte pour la recherche. Ces deux réformes forment les deux versants d'un même projet. La classe dirigeante cherche à former des salariés moins qualifiés donc moins chers, des salariés plus précaires et plus flexibles en cassant l'ensemble des garanties collectives qu'on avait sur le marché du travail. Les conséquences fondamentales de l'application de ces réformes sont une augmentation de la sélection des étudiants, la baisse des qualifications et une dévalorisation des diplômes, la privatisation rampante des universités (désinvestissement financier de l'état, facs de plus en plus financées par les entreprises privées) et une concurrence généralisée entre les facs et entre les étudiants.

La réforme LMD, qui assure plus le volet pédagogique de ce projet (contenu des formations, organisation des études), s'applique sur l'ensemble des universités depuis la rentrée 2005. On peut déjà vérifier tous les dangers que nous avions prédits. Outre la casse du cadre national des diplômes qui fait qu'ils n'ont plus la même valeur en fonction de l'université d'où ils viennent, il sera très difficile de changer d'université en cours d'études. On a vu sur l'ensemble des facs un durcissement des modalités d'examens: suppression de la session de septembre, plus de compensation entre les semestres, instauration des notes éliminatoires. On a vu la baisse de la qualité des diplômes avec certaines formations

vidées de leur contenu et même plusieurs filières qui ont fermé.

Le nouvel objectif du gouvernement est de faire passer une nouvelle loi appelée pacte pour la recherche. Elle s'attache à modifier le financement des universités et de la recherche, les rapports qu'elles auront avec les entreprises et les objectifs mêmes de l'enseignement supérieur. Ils essaient avec cette loi de revenir sur la loi de modernisation universitaire (LMU) qui avait été suspendue après le mouvement étudiant de novembre/décembre 2003.

## Une seule solution: obtenir le retrait

L'enjeu, face à cette destruction de l'enseignement supérieur, reste d'obtenir le retrait de la réforme LMD et du pacte pour la recherche. Face à ce gouvernement le retrait s'obtiendra nécessairement par une mobilisation massive des étudiants. Ce n'est pas une tâche facile. En effet le gouvernement prévoit de faire voter la loi sur la recherche mi-janvier, en plein pendant les partiels ce qui rend difficile une mobilisa-

tion des étudiants à ce moment. De plus les directions des syndicats étudiants ne sont pas prêtes à mener la bataille contre ces réformes libérales. C'est pourtant aujourd'hui la seule attitude conséquente. Une mobilisation ne se décrète pas mais elle se construit, nous devons dès maintenant nous placer dans cette perspective et préparer les conditions d'une mobilisation pour après les partiels.

Depuis cette rentrée l'ensemble des étudiants peuvent observer les conséquences dramatiques de l'application du LMD. Avec l'arrivée des



## Censier fac à vendre

Le site universitaire de Censier (Paris 3) risque de subir lui aussi les dégâts de la marchandisation de l'éducation. Un rapport du ministère de l'éducation en avril allouait à l'université 30 millions d'euros, jamais versés, pour un plan de désamiantage comprenant le déménagement provisoire à Jussieu. Un deuxième rapport fait par le ministère de l'économie, estimant le désamiantage de Censier trop coûteux, proposait quant à lui la vente du site qui générerait 270 millions de bénéfices et l'implantation de l'entité Paris III à Jussieu. L'existence d'un 3ème rapport datant de début décembre, que le gouvernement refuse de rendre public, peut nous assurer que la vente du site est en chantier. Personnels et étudiants, réunis en AG le 3 janvier, ont appelé à une journée d'action et à une manifestation à Matignon, la décision finale émanant du premier ministre. Une intersyndicale a fixé ensuite la mobilisation au 12 janvier et proposé une grève reconductible à la rentrée de février si l'on n'obtenait pas de garanties quant à l'avenir de Censier.

Christakis, [Censier]

## Pacte pour la recherche: La recherche en danger!

**A**près la réforme LMD pour les universités en 2003 et la loi Fillon pour les lycées en 2004, Depuis un an, le gouvernement s'attaque à la recherche avec la même logique. Le sénat a amendé et voté le 21 décembre le Pacte Pour La Recherche, qui passera à l'assemblée en janvier 2006.

Cette loi tend à la privatisation de la recherche et à une dépendance accrue vis-à-vis du gouvernement, notamment avec la création début 2005 de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche). L'ANR comprend dans son exécutif des représentants de l'État et du « monde économique et social », et dispose de moyens de plus en plus importants (350 000 euros en 2005, 1,3 million d'euros en 2010, alors que le budget des organismes de recherche sera en baisse). Une grande partie du budget géré par l'ANR pour la recherche publique disparaît dans les entreprises privées.

## Concurrence entre les universités et privatisations.

Mais cette loi s'axe sur l'instauration de PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur), travaillant en « partenariat avec les collectivités territoriales et des entreprises », et spécialisés sur un nombre limité de projets et de thèmes. Toutes les universités ne pouvant pas bénéficier de ce statut, cela entraîne une régionalisation de la recherche et une mise en concurrence entre les établissements. De plus, au sein des PRES, la formation est limitée aux niveaux M et D, ce qui pousse à une recherche à deux vitesses, et une inégalité entre les facs, déjà amorcée par les réformes LMD, avec ainsi l'apparition de pôles de compétitivité. Apparaîtront également des « campus de recherche », c'est-à-dire des PRES spécialisés de niveau international. Ces deux structures pourront être gérées comme des entreprises privées. Un amendement du sénat permet au PRES de déléguer leur activité à des boîtes privées. C'est la privatisation de l'enseignement supérieur qui se met en place.

Cela entraînera évidemment une recherche à court terme, qui privilégiera les applications « économiquement rentables », délaissant ainsi la recherche fondamentale... Seul 1% du budget sera accordé aux sciences humaines par l'ANR.

## Jeunes chercheurs en danger

Cette agence finance également les salaires: 100 000 CDD seront créés en 2010 avec une possibilité de CDI seulement après 6 ans de CDD, et des contrats « PACTE » seront mis en place pour les chercheurs peu ou pas diplômés de 16-25 ans qui

seront payés à seulement 55 %

Ou 70 % du salaire minimum sous prétexte de formation! Nous assisterons alors à une précarisation des emplois de la recherche et à une dégradation du statut des jeunes chercheurs.

Kevin, [Metz]

## Postes aux concours

### Moins de profs pour plus d'élèves...

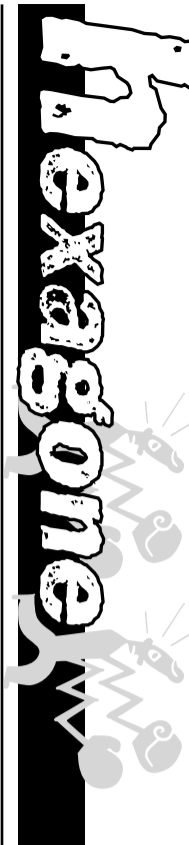
**L**e gouvernement a fait paraître le nombre de postes aux concours de l'enseignement pour 2006 La baisse du nombre de place est historique! 4613 postes en moins au total par rapport à l'année dernière. Si on regarde les chiffres sur 5 ans, c'est 5871 postes qui ont été supprimé (23,5%). Les filières les plus touchées sont STAPS (avec 50% de postes en moins par rapport à 2005 et 70% de postes supprimés sur 5 ans), CPE (-52% et -67% sur 5 ans), Conseillers d'Orientation Psychologues (-55% et -74% sur 5 ans) mais aussi histoire (-28% sur 5 ans), anglais (-29% sur 5 ans), mathématiques (-27% entre 2005 et 2006)

On voit bien la logique du gouvernement: il commence par diminuer progressivement le nombre de place aux concours d'enseignement. Ceci va diminuer le nombre de professeur donc augmenter le nom-

bre d'élèves par classe. Il sera donc de plus en plus difficile d'étudier au lycée. Ceci justifiera de faire baisser le niveau des études pour que tous les élèves ne possèdent que le « socle commun » (des notions de base en français, maths, anglais et informatique). C'est ce qu'annonce déjà le ministre de Robien, lorsqu'il déclare qu'il est effaré par « la somme de connaissances que les élèves doivent ingurgiter »; il préférerait « des têtes bien faites que bien pleines » et des programmes « simplifiés, éclairés ».

Du côté des étudiants, cette diminution s'inscrit dans la logique de sélection que les facs mettent en place avec le passage au LMD: faire un doctorat ou bien être prof va être réservé à une minuscule élite.

Bernardo, [Jussieu].



## Joyeux Noël à l'usine...

Les ouvriers d'IP Marti à Vieux-Charmont ont fêté Noël au sein de leur usine après que le tribunal de Montalbart a jugé l'occupation de celle-ci légale. Les 69 salariés sur 71 qui occupent les lieux depuis plus de 40 jours n'entraient en rien le travail des deux dirigeants non grévistes. En effet, le week-end du 19 novembre l'équipementier américain Burges-Norton a vidé l'entreprise de son stock pour annoncer le lundi suivant aux salariés qu'ils étaient licenciés. Suite à sa défaite juridique, la direction est entrée dans un chantage hypocrite affirmant que si l'occupation perdurait il n'y aurait d'autre solution que le dépôt de bilan.

## Meeting réussi à Toulouse.

2000 personnes ont assisté le 13 décembre à Toulouse à un meeting où Besancenot, Buffet, Mélenchon & Co. ont débattu des suites à donner à la victoire du NON. Les interventions les plus applaudies étaient les plus radicales, qui appelaient à une vraie politique antilibérale.

Le midi, c'étaient 500 étudiants de la fac du Mirail qui ont débattu avec Olivier: médias, communisme, alternative au libéralisme...

Nos arguments sont écoutés, à nous de faire que cette radicalité s'organise!

## Papeterie des Gaves: Les ouvriers reprennent la production.

Le groupe espagnol SAICA a annoncé en novembre dernier la fermeture au 31 décembre 2005 de la papeterie des Gaves d'Orthez alors que le site a toujours généré des bénéfices et que la production a triplé en 25 ans. Parallèlement, le groupe aurait obtenu 190 millions de la Banque Européenne d'Investissement pour une nouvelle machine à papier en Espagne et 120 millions pour l'implantation d'une autre au Portugal. Les 56 salariés du site, déterminés à poursuivre la lutte ont fêté le cap du nouvel an au sein de leur usine et ont repris la production dès le lundi 2 janvier contre l'avis de la direction de SAICA.

## Sarko et les bouchons

Dans la nuit du samedi 10 décembre entre 1h et 4h du matin, les automobilistes qui empruntaient l'A1 en direction de Paris ont été pris dans un gigantesque embouteillage. Juste avant l'entrée du tunnel au niveau de la Courmeuve un panneau lumineux annonçait « bouchon - ballage en cours. » En Réalité, plusieurs dizaines de flics embusqués dans le tunnel exécutaient une rafle, immobilisant les véhicules d'Africains aussitôt alignés le long du mur. Un État qui persécute une partie de la population en raison de ses origines, qui méprise le reste de la population qu'il trompe délibérément et dont les forces de l'ordre ont tous les droits, ça vous rappelle quelque chose ?





Fumel :

## L'expérience d'une usine autogérée

**D**epuis de nombreuses années, le capitalisme français détruit méthodiquement la plupart des entreprises du secteur industriel. Ces boîtes sont jugées trop peu rentables face aux profits colossaux dégagés par la spéculation financière dans le domaine des services. Des secteurs comme la sidérurgie sont entièrement délocalisés vers des pays où la main-d'œuvre est mal-léable et peu coûteuse. Cependant, face à cette casse systématique, des résistances apparaissent et des travailleurs s'organisent.

Après l'éclatement du groupe Valfond (30 usines en France et en Europe, spécialisé dans la fonderie, fonte, acier, aluminium et mécanique), contrôlé par l'union des banques suisses, l'usine de Fumel, dans le Lot-et-Garonne a déposé son bilan en mai 2003.

Prévoyant une issue fatale après une série de restructurations et une absence de repreneur industriel, les salariés de Fumel et leurs syndicats (CGT 80 % des voix) ont imposé un plan de reprise de toutes les activités et de ses 396 salariés en CDI.

Depuis juillet 2003 les salariés contrôlent l'entreprise en devenant actionnaires majoritaires (75 % du capital).

### Contrôle ouvrier : nouvelles embauches et augmentation des salaires

Aujourd'hui, 2 ans et demi après, l'aventure continue avec 470 salariés en CDI. Aucun acquis n'a été renié, au contraire,

une nouvelle grille des salaires a été imposée par les salariés à la direction générant une hausse de 12 % des salaires de base. Cette entreprise qui possède pourtant à l'échelle mondiale un carnet de commandes où l'on retrouve entre autres Renault, Peugeot, RVI, Scanna, Volvo, Caterpillar, Arcelor, etc. n'a perçu aucune aide financière de l'État, de la région Aquitaine ou du département du Lot-et-Garonne. Aucune banque française n'a accepté la moindre ligne de crédit ce qui a obligé les salariés à voter en assemblée générale la vente du barrage hydro-électrique à EDF pour 12 millions d'euros, après 2 ans de résistance.

À partir de là, vers la mi-janvier ils obtiendront les financements prévus auprès d'une banque écossaise installée à Chypre. Ceci permettra l'accès à une ligne de crédit permanente de 2 à 3 millions d'euros par mois. Aujourd'hui la lutte continue de payer puisqu'ils ont pu racheter les murs de l'usine que l'ancien proprio avait vendus avant de se faire la malle, contraignant les salariés de Fumel à payer un loyer. Fin novembre ils ont gagné au tribunal contre l'ancien patron (l'union des banques suisse) la dépollution d'un terrain situé en face de l'usine, « le cracier » n'appartenant pas aux nouveaux propriétaires, les salariés.

Évidemment, les travailleurs, qui à chaque assemblée générale (une par mois minimum) prennent conscience de l'importance qu'ils ont dans les choix stratégiques de développement de leur outil de travail, ne comptent pas s'arrêter là. Par exemple, est en cours de préparation un plan industriel qui a pour but de casser



l'ancienne logique de sous traitance pour la ramener dans l'usine. Ainsi qu'un projet de formation spécifique à ces métiers qui permettrait à tous les salariés ainsi qu'aux jeunes du bassin d'acquérir des compétences leur permettant de travailler dans l'usine dans les meilleures conditions possibles.

L'expérience de Fumel nous montre que le rapport de force collectif imposé à la bourgeoisie permet de continuer à faire vivre des bassins industriels. Au-delà de cet exemple, la situation socio-économique en France fait que nombre de bassins se posent des questions similaires à la suite de fermetures ou de licenciement massifs (Lustucru, Nestlé...) mais les banques refusent de prêter de l'argent pour ce type de projet. Cette réalité pose directement le problème de la nationalisation des banques comme solution au développement de l'industrie.

Hégoa, [Toulouse]

### Sarko radote

« Je veux redire : la question de la délinquance des mineurs et de l'ordonnance de 1945 est posée », a déclaré Sarkozy sur TF1. En effet, il y a redite car c'est bien Sarko qui a modifié l'ordonnance de 45 en créant des centres fermés pour mineurs de moins de 13 ans et en permettant l'enfermement des mineurs, dès 2002. « Et quand on est un mineur qui fait des choses graves, on doit pouvoir être puni, condamné », ajoute-t-il... Si seulement ce n'était pas déjà le cas! Sarko aurait-il perdu la mémoire, ou nous prend-il juste pour des cons?

### La SNCF, une entreprise comme les autres

La SNCF espère un doublement de ses bénéfices en 2006, de 139 à 303 millions d'euros... Notamment grâce à une réduction de 2749 emplois. La grève tellement décriée du 22 novembre a permis d'en sauver un millier. Un autre facteur de bénéfices est le prix des billets, notamment sur les grandes lignes... Personne ne penserait à en profiter pour réduire ces prix? Le rôle d'un service public est de rendre un service efficace accessible à tous, pas de faire des profits. Mais si on veut vraiment faire des économies, on pourrait supprimer l'entreprise RFF qui gère le réseau ferré et demande un péage (en augmentation), alors qu'avant c'était la SNCF qui gérait son propre réseau!

### À Nice, l'extrême droite s'active...

À Nice, l'association Soudarieta, proche du Bloc Identitaire, groupuscule d'ultra-droite, distribue de la soupe aux SDF... Mais une soupe particulière, réservée aux « Français et européens », selon les responsables, car contenant du porc.

Séparées par des cars de CRS, des associations plus progressistes comme le Secours Populaire distribuent de la soupe à tout le monde... Mais l'indignation générale ne doit pas nous faire oublier que la solution ce n'est pas « un bol de soupe pour tous »! Aucun problème ne se poserait si chaque chômeur et précaire, français ou immigré, quelle que soit sa confession, avait accès à un emploi et à un revenu décent! Comme toujours, l'extrême droite s'empare de la misère et divise la population sans vergogne.

### Un colonialiste parle... Du colonialisme!

L'avocat Arno Klarsfeld est connu pour s'être engagé dans l'armée israélienne, ainsi que pour avoir soutenu la guerre en Irak. Alors quand un champion de la colonisation en Palestine et en Irak rencontre un député partisan de l'apprentissage des bienfaits de la colonisation... Ils parlent de la loi sur le colonialisme! Sarko lui a confié une mission sur « La loi, l'Histoire et le devoir de mémoire ». D'emblée, Klarsfeld annonce la couleur: « Je ne suis pas d'accord pour abroger l'article 4 de la loi du 23 février ». Il ne faut pas oublier les « routes, les dispensaires, la culture, l'administration... » Qui, selon lui, n'existaient pas auparavant! À quand une loi pour lui expliquer qu'il existe d'autres civilisations que la sienne?

## Deux mois d'état d'urgence...

L'état d'urgence instauré le 8 novembre dernier a été en vigueur pendant près de deux mois. Permis par une loi datant de l'époque coloniale, il n'avait pas vu le jour en France « métropolitaine » depuis 1955... Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, il n'a en aucun cas réglé les problèmes posés par la révolte des banlieues.

Mais il ne faut pas croire qu'il n'aura servi à rien: l'état d'urgence est aboli, mais les flics restent... S'ajoutant au plan vigipirate en vigueur depuis plusieurs années, on nous a habitués à vivre dans un régime d'exception. En plus des contrôles d'identités habituels, des provocations policières quotidiennes, un grand nombre de nos droits ont été mis entre parenthèses pendant ces dernières semaines; droit de circuler librement (couvre-feu...), de manifester, de faire grève... Cela dépendait du bon vouloir des préfets, libres de tout interdire à n'importe quel moment! Nous n'avons pas su réagir à la hauteur des attaques, il n'y a eu que deux manifestations à Paris contre cet état d'urgence!

Les conséquences de la passivité du mouvement ouvrier sont graves et le seront encore plus si nous ne nous mobilisons pas aujourd'hui contre les lois sécuritaires (nouvelle loi « antiterroriste », projet de loi sur la délinquance des mineurs...) Plusieurs centaines de jeunes se retrouvent aujourd'hui derrière les barreaux suite à des procès expéditifs visant à faire du chiffre, nous devons nous battre pour obtenir l'amnistie pour tous!

Cette répression n'a qu'un seul but: nous faire taire et nous empêcher de lutter pour défendre nos droits! Organisons la riposte pour cette nouvelle année!

Pauline [Saint-Denis]

## Homophobie et racisme, deux faces du visage de l'UMP

Le député UMP Vaneest :

### Homophobe et fier de l'être

**M**ardi 13 décembre a eu lieu à Lille le procès du député-maire UMP de Tourcoing, Christian Vaneest. Il comparait pour avoir déclaré que les homosexuels étaient inférieurs aux hétérosexuels et qu'ils étaient une menace pour la survie de l'humanité.

À l'appel d'associations gays et lesbiennes et d'orga syndicales et politiques (un grand absent: le PS), un rassemblement eut lieu devant et dans le tribunal.

Était surtout présent un comité de soutien à ce croisé de l'idéologie dominante (M. Vaneest!) composé d'une quarantaine de personnes (élus, anciens combattants, catholiques intégristes, évangélistes, jeunes de l'UNI et de divers groupuscules d'extrême droite comme les Jeunesses Identitaires).

Vaneest a donc terminé l'année aussi réac' qu'il l'avait commencé. Pour mémoire, il est à l'origine de la loi du 23 février 2005 sur les rapatriés dont l'article 4 stipule que « les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif de la présence française en Afrique du Nord » pendant la colonisation. De plus, il est tout comme Christine Boutin, opposé à l'avortement pour les femmes.

Tous ces principes complètement arriérés entrent dans une même logique: celle de penser qu'il y a des gens normaux oppo-

sés à des sauvages et à des parasites de la société, celle d'une vision normative de la famille où la femme n'aurait droit qu'au statut de mère au foyer.

Rappelons par ailleurs que les déportés homosexuels de la seconde guerre mondiale ne sont toujours pas reconnus dans aucune des cérémonies de commémoration française. Pierre Seel, décédé il y a peu, était le seul de ces personnes à s'être battu pour obtenir cette reconnaissance.

L'oppression des homos est une réalité du quotidien à laquelle nous devons opposer des luttes de tous les jours.

Soyons nombreux à venir manifester le 24 janvier au tribunal de grande instance de Lille, le jour du verdict pour obtenir l'égalité homos-hétéros et l'abolition des normes.

Figo, Damien et Mickael, [Lille]



Loi du 23 février 2005

### Il est fini le temps des colonies?!

**I**l y a quelques jours, Chirac déclarait qu'il fallait réécrire la loi du 23 février 2005 et, plus précisément, l'article 4. Labroger? Non, mais bien la REFORMULER... Bref, juste faire en sorte qu'elle passe mieux!

Cet article fait référence à la présence française outre-mer et la qualifie de positive: en traduction ça donne: « la colonisation, c'était bien » Bien entendu que la colonisation a été positive pour le coloni-

sateur! Le Maghreb a été la poule aux œufs d'or de la France: hydrocarbures, main-d'œuvre corvéable à merci, zone d'essais nucléaires, etc...

Mais, comment peut-on dire à des « ex » colonisés ou à leurs enfants que le pillage de leurs richesses, le ravage de leurs cultures, l'institution du code de l'indigénat, les humiliations, les massacres et les tortures ont été positifs?

En février 2005, on vote une loi colonialiste. En novembre, lorsque les « banlieues » se soulèvent, on fait appeler à l'UOIF (grosse organisation musulmane qui fait partie du conseil mis en place par Sarkozy soi-disant pour représenter les musulmans de France!) pour pondre une Fatwa (loi islamique) en direction des jeunes des quartiers pour leur dire « si tu brûles des voitures tu n'es pas un bon musulman » Rien n'a jamais autant res-

semblé au système colonial: on ethnicise les problèmes politiques en assimilant les habitants des quartiers aux musulmans, on met en avant cette différence pour bien faire croire que c'est la cause du problème, on fait parler des dirigeants d'organisation qui ne représentent absolument pas ceux au nom de qui ils parlent et surtout qui ne disent que ce que Sarkozy veut entendre, on instaure l'État d'urgence (loi datant de la guerre d'Algérie), on renforce

le contrôle policier de ces populations, etc. On pourrait presque entendre bientôt que le 17 octobre 1961, le massacre de certains d'Algériens qui ont manifesté pacifiquement contre le couvre-feu a eu un rôle positif!

Ce gouvernement multiplie les attaques contre les populations immigrées issues des colonies et leurs enfants. Aujourd'hui, on est revenu au temps des rafles: la police boucle un quartier ou une école, pour arrêter des masses de sans-papier. Cette loi du 23 février n'est que le reflet idéologique du durcissement de cette politique raciste!

Hanane, [Saint-Denis]

## Un espoir de reconstruction économique et social hypothéqué

Une fois de plus, l'élection au Liberia a été l'objet d'une mascarade électorale orchestrée par les institutions internationales (banque mondiale, font monétaire internationale) et par les stratégies impérialistes des pays membres du G8, en particulier les États-Unis.

Les médias internationaux n'ont fait que ressasser l'éloge de Madame Johnson, l'élite diplômée d'Havard, ancienne fonctionnaire de la banque mondiale, ministre du gouvernement génocidaire de Charles Taylor à ce jour en exil au Nigeria.

Même s'il faut vanter cette ascension de la première femme africaine accédant à la magistrature suprême, comment peut-on penser que « Madame la présidente » réconciliera-t-elle les héritiers des autochtones avec les fils d'anciens esclaves affranchis? Il convient de rappeler que Madame Johnson a en faisant partie du gouvernement Taylor, d'une certaine manière participé aux tueries massives qui ont plongé le pays dans un marasme économique et social sans précédent.

La contestation de la transparence du

scrutin par l'ancien footballeur international, Georges Whea, confirme malheureusement l'usurpation du choix du peuple libérien par l'idéologie impérialiste. L'appel lancé par Mister Georges sur ses partisans a réellement permis au pays d'éviter des conflits interethniques et de nouveaux bains de sang. Cependant cet acte de Whea n'est-il pas fait à des fins de manipulation du peuple par celui qui fait déjà l'objet de plusieurs propositions de portefeuille ministériel? En effet l'intention de « la dame de fer » est bel et bien de nommer Monsieur Whea dans son équipe.

Souvenons-nous de l'accession au pouvoir de Samuel Doe qui a été marquée par un coup d'État sanglant (la liquidation au poteau des anciens membres du gouvernement diffusés en direct par les médias dans le monde entier). La communauté internationale avait été, à cette époque, passive. En décembre 1989, Charles Taylor, un descendant d'esclaves affranchis, devient le leader de la lignée des « warlords de l'après guerre froide » qui va se venger sur autochtones représentées par Samuel Doe et se battre pour le pouvoir, quitte à faire périr toute la population. On va assister à des guerres civiles sanglantes dont les principales victimes vont

être: les enfants, entraînés précocement à tuer et des filles violées par des milices armées. C'est l'une des raisons majeures qui fait du Liberia l'un des pays en Afrique où le taux d'infection du VIH est le plus élevé. De plus on va assister à la destruction du pays.

### Qui dirige vraiment au Liberia?

Les récents événements survenus au Liberia nous placent malheureusement sur ce qu'il convient d'appeler: l'utopie électorale africaine. Les capitalistes (hommes d'affaires influents de ce bas monde; banquiers; les dirigeants politiques du G8 et les groupes de lobbies) ne sont plus les seuls « Bourreaux » de l'Afrique. Au sein même des pays africains, des Madame « la présidente » Johnson, il y en a en grands nombres. Ceux-là acceptent volontiers d'être les pions des « grands dirigeants de ce monde » au détriment de l'intérêt du peuple pour lequel ils prétendent être investis. Force est de se rendre compte, qu'on change de tête au pouvoir sans rompre d'avec les méthodes impérialistes, de néo-colonialisme et de ce que Calmann-lévy appelle: « l'indépendance dans l'interdépendance des pays africains vis-à-vis des pays riches ».



On est sûr d'une réalité: les appels d'offres, les contrats de reconstructions du pays sont déjà entre les mains des banquiers, des hommes d'affaires, des réseaux lobbies qui ont choisi Madame Johnson à la place du peuple libérien et qui vantent, par le biais des médias que c'est la première femme africaine à être conduite au pouvoir dans le continent.

L'objectif de cette manœuvre mise en place par les détracteurs de l'Afrique (G8, BM, FMI et capitalistes) est d'ancrer psychologiquement dans l'esprit des Africains qu'un avènement majeur, voir une révolution a vu le jour en Afrique: Une femme présidente. Personne en Afrique ne remet en cause la capacité ou les compétences qu'ont les femmes à remplir pleinement les engagements de chef d'État, encore faut-il savoir de quelle femme s'agit-il, puis, quelles sont les raisons explicites et implicites qui l'ont conduite au pouvoir?

Un Africain, Perdu dans un coin du monde

## Forum Social Mondial 2006

### Le dimanche à Bamako... On combat la mondialisation impérialiste!

L'Afrique noire cumule les indices les plus catastrophiques et les plus inquiétants en matière de productivité agricole, de santé, de pression démographique, de désertification, de famine, de multiplication des réfugiés, de mortalité infantile, d'analphabétisme des femmes, etc. Mais les récents événements nous montrent à quel point la résistance africaine a pris de l'ampleur.

### Résistances contre la Françafrique

En décembre dernier, le sommet « Afrique-France » (rencontre entre Chirac et ses chefs d'états Africains) se déroulait à Bamako au Mali. Pour la première fois, un contre-sommet a été organisé à l'initiative d'organisations africaines. Cet événement inédit a réuni plus de 200 participants venant de 12 pays d'Afrique et du reste du monde pour se pencher sur les principaux maux qui minent l'Afrique: dictature, dette odieuse, corruption, échange inégal, violations massives des droits de l'homme, impunité, pillage impérialiste...

Il ressort que la « coopération » franco-africaine n'a servi que les intérêts économiques et politiques des seuls dirigeants français et de leurs pantins africains, au mépris des peuples qu'ils sont censés représenter: l'an dernier, la France a validé le coup d'état électoral de Faure Gnassingbé Eyadema au Togo; elle a jeté de l'huile sur le feu en Côte d'Ivoire, et les entreprises françaises ont obtenu la privatisation des chemins de fer maliens.

Le règne de la Françafrique et l'impunité de ses dirigeants doivent prendre fin! L'heure est venue de construire une véritable solidarité et une réelle coopération entre l'Afrique et tous les peuples

opprimés, basée sur l'égalité, la liberté des peuples, et la justice sociale. Et c'est dans ce cadre que le prochain Forum Social Mondial se déroule entre autre à Bamako au Mali, du 18 au 23 janvier 2006.

### Forum Social Mondial de Bamako

Cette rencontre internationale est un cadre pour débattre pendant une semaine, avec des militants altermondialistes, associatifs, syndicalistes, et politiques de nombreux pays, et surtout d'Afrique. Les thèmes abordés touchent à tous les aspects de la mondialisation marchande et guerrière que nous combattons: privatisations et dette des pays pauvres, guerres et occupations militaires, exploitation et précarisation, droits des femmes... C'est aussi une bonne occasion de convaincre sur ce qui fait notre engagement révolutionnaire.

En plus du forum, il y aura aussi le « Camp International de jeunes Thomas Sankara ». C'est un camp de jeunesse qui se déroule en même temps que le Forum Social Mondial. Il regroupe les jeunes venus de toute l'Afrique, mais aussi d'Europe et au-delà, pour se rencontrer, débattre, élaborer des projets communs et nous organiser pour les réaliser: commencer à agir ensemble.

C'est pour toutes ces raisons que les JCR ont décidé d'envoyer 2 militants à Bamako: pour apprendre de tous ceux et celles qui mènent des luttes sociales en Afrique, pour mieux connaître la situation précise de ces pays, pour tisser des liens militants, et aller vers des actions communes.

Mohamed et Haim, [Nanterre]

## Chine:

### « Stalinisme de marché. »

La Chine est un pays en pleine mutation, qui regroupe un cinquième de la population de la planète, et qui fait irruption sur la scène de l'économie mondiale. La Chine n'est pas un pays classique, puisqu'il est dirigé par un « Parti communiste » parfaitement intégré à la mondialisation libérale et à l'économie capitaliste.

Ce sont d'abord les petites entreprises industrielles des campagnes qui se sont rapidement développées au cours des années 1980. Elles continuent à être appelées collectives, mais il s'agit en fait d'entreprises mixtes gérées selon des normes privées. Les années 1990 ont vu une première phase d'investissement étranger. Enfin, après la crise financière de 1997, c'est l'investissement des grands pays industriels qui a pris le relais, avec un apport massif de capitaux. En 2004, la Constitution a été remaniée afin de renforcer le rôle du secteur non étatique et de réaffirmer le droit à la propriété privée. L'interdiction faite aux entreprises privées d'intervenir dans certains secteurs (infrastructures, services publics, services financiers) vient d'être abolie en 2005. L'investissement direct étranger a été autorisé et encouragé par la mise en place de zones franches côtières et par l'abaissement des droits de douane. Le monopole d'État sur le commerce extérieur a été démantelé. Dans la foulée, la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le secteur privé s'est donc étendu: il réalise aujourd'hui plus de la moitié du PIB et les trois quarts des exportations. C'est lui qui crée l'essentiel des nouveaux emplois et dégage la meilleure rentabilité (15 % en 2003 contre 5 à 10 % dans le secteur

étatique). À l'intérieur de ce secteur privé, les entreprises étrangères réalisent 75 % des exportations. Le secteur étatique est quant à lui soumis à des restructurations permanentes, qui ont conduit à la suppression de 45 millions d'emplois au cours des cinq dernières années. Mais 35 % des entreprises d'État sont encore jugées non rentables.

### Inégalités sociales

L'évolution des salaires est évidemment une question fondamentale, mais on ne dispose que d'informations imprécises. On sait qu'il existe d'énormes inégalités entre régions: le revenu moyen à Shanghai est quatre fois supérieur à la moyenne du pays. Le chômage atteint 8 % dans les zones urbaines et on évalue à 200 millions de personnes le sous-emploi dans les campagnes. Cette « armée industrielle de réserve » engendre un fort exode rural et vient peser sur la progression des salaires qui reste en moyenne inférieure à celle du PIB.

### Où va la Chine?

Seuls les salariés et les paysans chinois tiennent la clé des évolutions à venir. S'ils arrivent, malgré l'appareil répressif du parti et du syndicat unique (qui en est très classiquement la courroie de transmission), à s'organiser et à imposer une nouvelle répartition des revenus et un contrôle sur les priorités de l'économie, alors un grand pas aura été franchi.

Dimitri, [Metz]

### États-Unis: Ca va mieux en le disant!

Cela ne surprendra pas grand monde, mais le journaliste américain du New York Time James Risen publie un livre intitulé *État de guerre*: l'histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush. Il y révèle qu'une trentaine de personnes d'origine irakienne ont été envoyées en Irak par la CIA en septembre 2002, pour se renseigner sur les programmes nucléaires. Toutes ont conclu que ce programme était achevé depuis plus de 10 ans... La CIA ne s'était donc pas trompée, elle a bien menti!

### Saddam à la STAR'AC!

À la demande de Washington, par souci de démocratie évidemment, le procès de Saddam est retransmis en direct à la télévision et, question de logistique, adapté aux horaires de CNN. Le site web de CNN diffuse une rétrospective des moments forts de la journée laissant l'exclusivité de la retransmission intégrale du feuilleton à sa chaîne télévisée. Pour les accros, moyennant finance bien sûr, ABC News vous propose de suivre l'évolution du procès en temps réel et à tout moment de la journée sur votre portable. Bientôt, qui sait, nous pourrions voter par sms la peine à infliger!

### Moscou – Kiev: de l'eau dans le gaz!

Poutine a un mérite: il ne s'embarrasse pas d'hyppocrisie. Un pays échappe à sa domination? On multiplie par quatre la facture du gaz qu'on lui fournit! Le problème c'est que le gaz russe alimente l'Ukraine, mais aussi l'Europe occidentale (21 % du gaz français)! De plus, cette crise mettait en difficulté louchtchenko, l'homme de l'UE. Aussi, il aura fallu d'après négociations pour qu'une solution soit finalement trouvée: c'est une société, OukrEnergie, qui achètera le gaz à la Russie et le revendra mélangé avec des gaz d'Asie, moins chers, à l'Ukraine... Finalement, c'est l'UE qui dit ouf!

### Violences racistes en Australie

Le 11 décembre dernier, 5000 Australiens blancs conduits par des groupes néonazis ont agressé les personnes d'apparence arabe, faisant une trentaine de blessés. Confortés par l'idéologie raciste de « la guerre contre le terrorisme » et la stigmatisation des musulmans, ils agitaient des drapeaux australiens et scandaient des slogans nazis. La police locale a décompté une trentaine de blessés.

Dans d'autres villes, des émeutes ont eu lieu. Beaucoup essayent de faire la comparaison avec les émeutes de France... Belle manière de comparer ceux qui sont victimes du racisme d'une part et ceux qui s'en revendiquent de l'autre...



**Dossier**

À l'heure actuelle, l'Amérique du sud est sans doute le continent le plus brûlant en termes de luttes sociales : crise sociale et politique en Argentine, approfondissement de la révolution bolivarienne au Venezuela, grèves générales et arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie... C'est d'autant plus important qu'il ne s'agit pas seulement d'une somme de situations nationales : il y a une véritable dynamique continentale. Les années 60 et 70 avaient déjà vu ce type d'embrasement continental, même si le rapport de force n'est pas le même. La proximité de l'impérialisme US n'y est évidemment pas pour rien : ainsi, le projet de Zone de Libre-Echange des Amériques (ZLEA) n'était rien d'autre qu'une mise sous tutelle impérialiste

du continent entier. Et sa mise en échec, impulsée par Chavez et Castro, a à son tour renforcé la cohésion continentale. De plus, il y a une histoire et une culture communes du continent : mythes communs aux civilisations précolombiennes, colonisation espagnole ou portugaise, populations indiennes décimées, évangélisation forcée, « importation » massive d'esclaves africains... Il y a aussi des grands défenseurs de l'unité du continent contre l'impérialisme, auxquelles s'identifient les populations : Simon Bolivar, José Marti, Ché Guevara... L'Amérique du Sud est donc à nouveau un terrain privilégié d'affrontements de masse entre les peuples et l'impérialisme. Et dans le cadre de cette lutte,

différentes stratégies sont élaborées et mises en pratiques. L'objet de ce dossier est donc d'une part, de présenter les diverses situations nationales, dans leur actualité la plus explosive, et, d'autre part, de tenter une analyse critique des choix stratégiques que font les différentes forces en présence : accepter les règles de la domination et essayer de limiter la casse (Brésil) ou tenir un début d'affrontement avec l'impérialisme (Venezuela), construire des contre-pouvoirs locaux contre un pouvoir centralisé (Chiapas) ou tenter de conquérir le pays région par région (Colombie), s'appuyer sur la classe ouvrière et les entreprises autogérées (Argentine et Venezuela) ou sur les communautés indigènes (Bolivie et Chiapas)...

## Bolivie :

### Une nouvelle donne

« Nous sommes dans le troisième millénaire, le millénaire des peuples, et non plus de l'Empire. Notre victoire est aussi celle des peuples en lutte » déclare Evo Morales, nouveau président bolivien

Une nouvelle victoire pour la gauche en Amérique latine ! Ancien éleveur de lamas, trompette, cultivateur de coca et syndicaliste, Morales est le premier indigène (aymara) à devenir chef d'État, le premier président opposé au néolibéralisme depuis vingt ans en Bolivie, le premier à être élu dès le premier tour, avec 54 % des voix... Il propose de « gouverner avec le mandat du peuple », un « changement pacifique et démocratique » et « la fin du modèle économique actuel ».

Rappelons que les deux derniers présidents boliviens ont été chassés par des insurrections en octobre 2003 et juin 2005, quand les mineurs, les producteurs de coca, les chômeurs de la banlieue d'El Alto et les mouvements indigènes ont bloqué le pays pour exiger la nationalisation du gaz naturel. Dirigeant du Mouvement vers le Socialisme (MAS), Morales soutenait lors de ces mouvements des solutions institutionnelles. Aujourd'hui au pouvoir, permettra-t-il aux Boliviens de sortir de la misère (58 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) ?

Il est clair que les élites boliviennes, les multinationales et les gouvernements états-uniens et européens vont mettre la pression pour limiter le changement. Ce qui est moins évident, c'est la détermination de Morales pour respecter ses engagements. Il a promis de nationaliser les hydrocarbures, première ressource du pays indispensable pour mener une politique sociale, mais assure aussi aux multinationales qui l'exploitent qu'il ne touchera pas à leurs biens. Il a déclaré fin décembre devant une assemblée d'entrepreneurs de Santa Cruz : « Je ne veux causer de préjudice à personne. Je ne veux pas exproprier ni confisquer aucun bien. » Le président de l'Association des Banques en a conclu : « Nous sommes satisfaits parce qu'il nous a assuré qu'aucune règle ne changerait, que le système continuerait à fonctionner. »



« Notre victoire est aussi celle des peuples en lutte »

Evo Morales

La difficulté de Morales tient également au fait que le système parlementaire lui laisse une faible marge de manœuvre : le MAS peut gouverner seul, mais il ne bénéficie que d'une majorité relative à la chambre des députés, et le Sénat lui est hostile. D'un autre côté, la députée du MAS Maria Esther Uduaeta résume la pression de la base en soulignant l'importance qu'aura

« le maintien d'un dialogue permanent avec l'ensemble des mouvements sociaux ». Une revendication importante des mobilisations est la convocation d'une Assemblée constituante pour démocratiser le système politique. Enfin, les luttes des dernières années ont fait émerger un processus d'auto-organisation impressionnant, à travers les assemblées de voisins et les conseils de mineurs. C'est la poursuite de ce mouvement qui sera crucial pour l'avenir.

Vincent, [Marseille]

Les déclarations de Morales à propos des multinationales pétrolières sont disponibles sur <http://www.econociasbolivia.com/>, « Evo le lava la cara a Repsol », et celles de Santa Cruz sur <http://iblnews.com/view.php?id=381443>.

## Brésil :

### Changer la société sans rompre avec le libéralisme ?

En 2002 Lula est élu président du Brésil. C'est un espoir pour beaucoup de travailleurs : un ancien syndicaliste, du Parti des Travailleurs, accède au pouvoir.

Mais sa politique est dans la continuité des gouvernements précédents de droite ou du centre : attaques contre les retraites, la fonction publique, la sécurité sociale...

Le projet de réforme agraire (la plupart des paysans ne possèdent pas la terre qu'ils travaillent) est rapidement revu à la baisse et le gouvernement laisse les propriétaires terriens tuer des paysans qui se battent pour leurs droits. Lula veut concilier Porto Alegre (les altermondialistes) et Davos (les puissants). Résultat : une politique d'austérité pour les travailleurs, mais le pays paye sa dette aux pays riches, intérêts compris !

Le PT a été créé à la fin de la dictature (1980). À l'époque, la fondation d'un parti large mais de classe (son premier slogan électoral était « travailleur, vote pour un

travailleur ») était donc un espoir pour reconstruire un mouvement ouvrier combattif et indépendant de la bourgeoisie. Dans cette période montait aussi en puissance la CUT, Centrale Unifiée des Travailleurs, syndicat combattif et puissant.

Lula tient les promesses faites aux dominants : il respecte les plans du FMI, et a pour suppléant un propriétaire de banques... On ne peut pas à la fois éradiquer la faim (programme « faim zéro ») et respecter les propriétaires terriens, améliorer les conditions de vie et ne pas affronter les possédants pour changer la répartition des richesses.

Désormais, nombre de militants ont compris que Lula et son gouvernement étaient pourris jusqu'à la moelle (cf. la récente affaire de corruption dans le PT). Les militants radicaux ont organisé leur départ vers le P-SOL (Parti du Socialisme et de la Liberté, créé quelques mois

## Argentine :

### Les usines occupées

La crise économique de 2001 ayant mené l'Argentine à la faillite s'est rapidement muée en crise politique, puisque le peuple a renversé le gouvernement libéral de la Rúa. Alors, un certain nombre de patrons ont cessé de verser les salaires et ont mis leurs usines en faillite. Cela a amené les travailleurs à occuper ces usines et même à les contrôler.

Il existe deux types d'usines occupées. Les uns réclament l'expropriation des patrons et le contrôle ouvrier, et les autres la constitution en coopératives. Dans le dernier cas, il s'agit d'une alternative face à la crise, mais qui se veut une fin en soi. Les travailleurs luttent pour garder leur usine et leur travail, mais il n'en émerge pas forcément une alternative au capitalisme. Le symbole des occupations est l'usine de carrelage Zanon (voir le film de Naomi Klein The Take), rebaptisée fatsinpat (« usine sans patrons »). Son slogan est : « si l'on peut diriger une usine,

on peut diriger le pays ». Par 450 travailleurs anciens chômeurs intégrés par les travailleurs à l'occupation), de la nationalisation du contrôle ouvrier et la participation de la population de Zanon se constitue

« si l'on peut diriger une usine, on peut diriger le pays »

les syndicats, les chômeurs, les Indiens Mapuches ont gagné la majorité au conseil local (SOE) aussi contre les multinationales un rôle social à l'usine de carrelage pour la bureaucratie péruvienne partie prenante des opérations anti-guerre. En cause le capitalisme la preuve qu'une

## Amérique latine en quelques chiffres

Population : environ 500 millions d'habitants

Superficie : 20 247 354 km<sup>2</sup>

Alphabétisation : 90 %

## L'humanisme du FMI

Rodrigo Rato (directeur du FMI) aime beaucoup l'Amérique Latine : « L'Amérique Latine compte beaucoup pour nous, ce sont 400 millions de consommateurs »

## Le bonheur des uns...

En 10 ans, les investissements directs européens en Amérique Latine ont augmenté de plus de 300 %, grâce aux privatisations de services publics... Pas grave si 77 % des habitants jugent que les services ont empiré ! (sondage de 2003)

## Justice de classe

EDF est l'acteur privé le plus important dans le secteur de l'électricité au Mexique... Ca donne quelques possibilités : « Si nous sommes dans l'illégalité ou l'inconstitutionnalité, alors ils légalisent et rendent constitutionnels nos contrats » (Cintia Argulo, directrice d'EDF au Mexique, en 2004)

## Vous avez dit

### « souveraineté » ?

L'ancien chef du FBI au Brésil a lâché le morceau : « Les agences américaines donnent des millions de dollars par an à la police fédérale brésilienne, depuis des années (...). Les États-Unis ont acheté la police fédérale. La vérité est celle-ci : leur police fédérale est à nous, elle travaille pour nous. »

## Le modèle social français

Lors de la crise et du soulèvement populaire en Argentine, les multinationales françaises présentes là-bas (Suez, Vivendi, EDF, France Telecom, Total...) n'ont rien trouvé de mieux à faire que... fermer leurs filiales et se barrer. Ce n'est pas comme si elles se souciaient de l'accès de la population à des brouilles comme l'eau, l'électricité, le pétrole...

# ébullition

## Colombie :

### La lutte des FARC est légitime

Les FARC-EP (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée du Peuple) sont une des principales forces de résistance à l'impérialisme US en Amérique Latine. Ce mouvement de guérilla a été créé en 1964 à la suite de la répression sanglante contre les coopératives paysannes. En 40 ans, leurs effectifs ont beaucoup augmenté: 50 membres présents dans 4 villes en 1964, ils sont maintenant 50000, présents dans 1040 villes.

Alors que le peuple colombien subit depuis des décennies la violence de l'impérialisme, le gouvernement Uribe applique la politique du FMI: il a augmenté l'âge de la retraite d'un tiers, privatisé massivement, diminué les salaires du sec-

teur public de 33 %, Résultat: 1 % de la population détient 45 % des richesses, et 37 grands propriétaires possèdent 50 % des terres cultivables.

La propagande US accuse les FARC de narco-traffic, alors que c'est les Autodéfenses Unies de Colombie (milice d'extrême droite alliée au gouvernement), qui reconnaissent ouvertement être financées à 80 % par le trafic de drogue... Mais comme ça, ça justifie l'aide US de 2040 millions de dollars (dont 81 % en armement).

La lutte contre les FARC s'intègre à la « lutte contre le terrorisme », et la propagande internationale dénonce leurs prises d'otages. Mais cette tactique est utilisée uniquement contre des membres de la classe dominante (comme Ingrid Betancourt), et pour l'échange de prisonniers, car il y a des milliers de prisonniers politiques dans les prisons colombiennes.

On ne peut pas être neutre sur la situation en Colombie: il faut choisir son camp. Nous choisissons le camp des travailleurs, des paysans pauvres, des syndicalistes, des FARC, face à celui de l'impérialisme, d'Uribe, des paramilitaires fascistes. Nous soutenons les FARC dans leur lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, tout en leur adressant des critiques. Nous pensons que la tactique guévariste de guérilla risque de se substituer à la mobilisation des travailleurs, et contient les embryons de la bureaucratie. Pour que la Révolution triomphe, il faut que l'ensemble des producteurs de richesses prennent le pouvoir, pas seulement les FARC.

Mais, à l'opposé de ce que raconte l'immonde propagande impérialiste, (états-unienne ou française) la lutte des FARC est légitime!

Ernesto, [Nanterre]

## Mexique - Chiapas :

### De la guerrilla au contre-pouvoir

Le 1er janvier 1994: un groupe armé prend pacifiquement le contrôle de la ville de San Cristobal (dans le Chiapas, au sud du Mexique), avant de s'éclipser le matin même: c'est l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale).

Ce mouvement est le fruit d'une fusion entre un mouvement « classique » de guérilla et le mouvement indigène: un groupe de guérilleros débarqué dans le sud du Mexique est confronté aux communautés indiennes et à leurs problèmes spécifiques (non reconnaissance de leur culture par l'État, exploitation accrue des travailleurs paysans, destruction des économies et traditions locales, proximité envahissante de l'impérialisme US...). La fusion se fait autour d'une référence omniprésente à Zapata, et d'un programme de défense des communautés indiennes et de lutte contre le néolibéralisme, l'impérialisme US, et le système capitaliste dans son ensemble. C'est ce que défend leur porte-parole, l'« homme à la cagoule »: le sous-commandant Marcos.

### La stratégie de l'EZLN

L'EZLN se livre à un double travail: défense armée contre les agressions répétées de l'armée mexicaine, et implantation dans les communautés de la région. Elle y développe des mesures auto-gestionnaires: prises de décisions en assemblées générales de village, partage des terres et des richesses... Elle organise aussi les Rencontres Intergalactiques: réunions internationales contre le néolibéralisme, dans un souci d'unir les luttes au niveau mondial (ce qui en fera une référence centrale du mouvement altermondialiste).

La stratégie de l'EZLN est basée sur un refus du pouvoir: il s'agit de commencer à mettre en pratique un programme émancipa-



teur, en développant des contre-pouvoirs locaux dans les communautés indigènes, et essayer de les multiplier peu à peu. Il y a refus d'une lutte centralisée pour renverser les classes dirigeantes et leur État. Ainsi, l'implantation se fait exclusivement dans les communautés paysannes, alors que travailleurs urbains du Mexique (nombreux et organisés) sont une force sociale indispensable pour bloquer le système et mettre en échec les dominants.

### Un tournant ?

Mais ces derniers temps, l'EZLN modifie cette stratégie. En 2001, elle a organisé une grande marche de plusieurs semaines à travers tout le pays, et très récemment, elle a lancé « l'autre campagne »: une tournée de réunions publiques à l'occasion de la campagne présidentielle (sans présenter de candidat), dans toutes les villes et régions du Mexique, pour recueillir toutes les revendications populaires.

Haim, [Nanterre]



## Contre le capitalisme

« le pays ». Géré par les patrons, dont 200 milliards (qui furent les travailleurs grâce à Zanon démissionnaire sous contrôle de la mise au service des patrons. Les travailleurs s'ordonnent avec

fonctionner sans patrons. Cela montre aussi que le chômage est un problème lié au capitalisme lui-même et permet de poser les bases d'une alternative chez les travailleurs.

La situation politique actuelle Les travailleurs commencent à se réappropriés les syndicats face à la bureaucratie péroniste. Cela montre une tendance pour l'avenir. Nestor Kirchner arrivé au pouvoir en 2003 mène une politique démagogique afin de caser les luttes. Il tente de canaliser le mouvement des usines occupées et des travailleurs en général. Nombre de grèves radicales ont eu lieu cette année, comme dans le métro, les hôpitaux, le secteur pétrolier et les télécommunications. Malgré les tentatives de Kirchner, les feux de 2001 ne sont pas éteints.

Florencia et Laurent, [Tolbiac]

« peut diriger le mouvement, on peut diriger le mouvement »

« mouvement des étudiants ». Ils ont été de leur syndicat (CN) face à la bureaucratie péroniste. Ils luttent contre les privatisations et les usines (produire pour les écoles, Ils ont aussi été de manifesta- Zanon remet le capitalisme car c'est l'usine peut

## Venezuela :

### La révolution bolivarienne à l'heure des choix

Le processus révolutionnaire au Venezuela arrive à une nouvelle étape. L'opposition, à la botte de l'impérialisme U.S., est en déroute et les débats fondamentaux se situent au sein même du « chavisme ».

L'opposition vient de subir une neuvième défaite électorale lors des élections régionales le 31 octobre dernier. La coalition chaviste contrôle à présent l'ensemble des

postes de contrôle de la démocratie représentative au Venezuela. Les deux prochaines années, avant l'élection présidentielle, vont être déterminantes: soit le processus se radicalise, soit il se normalise.

Chávez a fait campagne sur le thème de la « révolution dans la révolution », espérant ainsi être en phase avec les aspirations populaires, et promouvoir la seconde phase de la révolution bolivarienne: préciser le projet politique et appliquer la Constitution-programme. Les débats s'ouvrent désormais au sein du bloc au pouvoir, et l'opposition attend avec délectation les premières fractures au sein des boliviariens. Et les sujets de divisions ne manquent pas. Qui, des institutions élues ou du peuple organisé, possède la légitimité pour mener cette révolution? Faut-il s'appuyer sur les institutions représentatives ou sur la mobilisation et les actions illégales pour mener à bien la « révolution dans la révolution » réclamée par Chávez et la base sociale bolivarienne?

### « Révolution dans la révolution »

Derrière le slogan, les enjeux sont gigantesques: d'une part accélérer les réformes structurelles (réforme agraire, transformation des missions sociales en services publics, comme la mission de santé Barrio adentro, en partenariat avec des milliers de médecins cubains, développement de l'éducation à tous les niveaux et des coopératives), d'autre part lutter frontalement contre la bureaucratie de l'appareil d'État et contre la corruption qui persiste.

Face à ces tâches, Chavez hésite. Il en appelle à la mobilisation des masses pour combattre la bureaucratie et défend le secteur coopératif comme alternative au capitalisme. Mais il ne mène pas une politique de rupture avec le patronat comme le voudrait l'Union National de los Trabajadores (UNT), qui exige la nationalisation sous contrôle ouvrier des usines fermées par

leur propriétaire et occupées par les travailleurs.

Au niveau international, le discours oscille entre la conciliation avec les USA et la dénonciation de l'impérialisme. Or les États-Unis durcissent leur politique, et ne cessent de condamner le Venezuela sous des prétextes fallacieux (traite des Blanches, trafic de drogue, complicité avec les Farc colombiennes...).

Pour mener à bien les débats qui pointent, l'organisation d'une gauche de la révolution bolivarienne apparaît nécessaire, incluant les secteurs populaires, le syndicat UNT, les organisations multiples se situant sur le terrain de la lutte pour la radicalisation de la révolution, afin de proposer une voie face aux aspirations gestionnaires de la nouvelle bureaucratie vénézuélienne.

Sylvain, [Toulouse]



### Toujours du bon côté

Dès le lendemain de la tentative de putsch au Venezuela, l'Union Européenne s'est empressée d'affirmer sa confiance au gouvernement putschiste pour « respecter les valeurs et les institutions démocratiques »! C'est normal, il était dirigé par le chef du MEDEF vénézuélien!

### Si, si, tous les hommes sont égaux...

L'homme le plus riche d'Amérique Latine (n° 4 mondial) est le Mexicain Carlos Slim Helu: il possède pas moins de 25 milliards de \$. Pas mal, quand on sait que 40 % de Latinos vivent avec moins de 2 dollars par jour, et 70 % avec moins de 5 dollars, ou qu'au Chili, 80 % des travailleurs touchent le salaire minimum (pour une journée de travail du lever au coucher du soleil)

### Puisqu'on vous le dit!

À elles toutes seules, les 2 personnes les plus riches du Venezuela, possèdent l'équivalent de 40 % de la dette extérieure du pays

### Les USA aiment la paix et la liberté des peuples.

C'est pourquoi ils sont présents militairement dans 19 pays d'Amérique Latine, et 12 pays des Caraïbes, dont des bases militaires en Équateur, en Colombie, au Pérou, au Salvador, à Puerto Rico, au Honduras, et évidemment celle de Guantanamo à Cuba. Ils ont en plus le projet d'établir 9 bases en Argentine. C'est aussi pourquoi ils offrent chaque année 900 millions de \$ aux pays d'Amérique Latine pour des projets militaires...

### Y a pas qu'en France qu'on exalte le rôle positif de la colonisation...

Le consul de l'État Espagnol à Cordoba (Argentine) a déclaré en 2004: « nous serions dans des conditions bien pires sous les civilisations incas, aztèques, mapuches, sioux, apaches, qui ont été idéalisées par les historiens et les anthropologues, alors que leur division en castes et leur caractère impérialiste et sanguinaire est bien connu ». C'est vrai que l'extermination des Indiens d'Amérique car « ils n'avaient pas d'âme », c'est pas du tout « impérialiste et sanguinaire »...